



# *Diagnostic territorial*

DE LA  
MISSION LOCALE LISIEUX NORMANDIE

2024



Mission Locale  
Lisieux Normandie





<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>Démographie et territoire .....</b>	<b>4</b>
La Région Normandie .....	4
Le département du Calvados .....	4
La Ville de Lisieux.....	5
Hauteville et son Quartier Politique de la Ville (QPV) .....	5
La Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie (CALN) : territoire d'intervention de la ML Lisieux Normandie .....	6
Une population vieillissante, peu diplômée et à ressources modestes .....	7
<b>Les jeunes de la Mission Locale Lisieux Normandie .....</b>	<b>8</b>
.....	8
.....	8
<b>Développement économique, emploi .....</b>	<b>9</b>
Le tissu économique.....	10
L'emploi .....	10
Création d'entreprises et émergence de projet.....	13
Plusieurs acteurs locaux jouent un rôle clé dans le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes : .....	14
<b>Formation .....</b>	<b>15</b>
Formations initiales.....	15
Évolution des effectifs scolaires .....	15
Niveaux d'étude et diplômes .....	15
Disparités et défis .....	16
Formation professionnelle .....	16
Impacts sur les jeunes.....	18
Exemples d'actions en matière de formation et d'orientation à Lisieux.....	19
<b>Santé.....</b>	<b>21</b>
Santé mentale .....	22
Alimentation, activité physique et pratique sportive.....	23
Prendre soin de soi : hygiène corporelle, bucco-dentaire, vestimentaire, troubles psy, accès aux soins. .....	25
Pistes et Orientations d'Actions .....	27
<b>Logement, habitat.....</b>	<b>28</b>
Impact pour les jeunes : .....	31
Pistes et Orientations d'Actions .....	31
<b>Mobilité et transport .....</b>	<b>33</b>
Problématiques identifiées .....	34
Pistes d'actions et initiatives locales.....	34
<b>Loisirs, culture, citoyenneté .....</b>	<b>36</b>
Pistes d'actions et initiatives locales.....	36
<b>Analyse territoriale pour la Mission Locale.....</b>	<b>37</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>39</b>

# Introduction

La Mission Locale de Lisieux Normandie évolue sur un territoire semi-urbain comptant 73 500 habitants, correspondant à la communauté d'agglomération Lisieux Normandie. Stratégiquement situé entre la côte et la région parisienne, le Pays d'Auge Sud est au cœur de la Normandie, à proximité des pôles urbains majeurs de Caen, du Havre et de Rouen. Le tissu économique de ce territoire est diversifié, englobant les secteurs des services, de l'industrie, de l'agriculture, du transport, de la santé et du commerce, avec une prédominance de PME et TPE, bien que quelques grandes entreprises y soient également implantées.

À la fin de l'année 2023, le territoire affichait une dynamique économique favorable, avec un taux de chômage relativement bas, avoisinant les 6%. Parmi les demandeurs d'emploi, 15% étaient des jeunes. Durant cette période, on recensait environ 5 000 demandeurs d'emploi pour 11 000 offres disponibles, avec 12% des actifs âgés de moins de 25 ans.

Le niveau de qualification de la population du Pays d'Auge Sud est inférieur aux moyennes nationale et régionale, mais correspond globalement aux besoins des employeurs locaux. Près de 75% des jeunes suivis par la Mission Locale ont un niveau infra-baccalauréat. Ces jeunes présentent souvent des situations sociales plus complexes que la moyenne régionale, incluant des taux élevés de pauvreté, des ressources limitées, des difficultés de logement autonome et l'absence de permis de conduire.

Au niveau régional, la moitié des formations suivies par les demandeurs d'emploi concernent l'orientation ou la remise à niveau, une proportion encore plus marquée parmi les jeunes accompagnés par la Mission Locale.

Le territoire de la communauté d'agglomération Lisieux Normandie comprend une Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) et un Quartier Politique de la Ville (QPV), reflet des disparités territoriales qui nécessitent des interventions spécifiques.

Les jeunes suivis par la Mission Locale occupent principalement des emplois dans des secteurs dits "en tension" tels que la logistique, l'hôtellerie-restauration et l'aide à la personne. Bien que la proportion de contrats à durée indéterminée et d'emplois durables augmente, les contrats courts et les missions d'intérim restent courants, notamment pour les jeunes.

Ce diagnostic territorial vise à fournir une analyse approfondie des dynamiques démographiques, économiques et sociales du territoire de Lisieux Normandie, en mettant en lumière les enjeux et les opportunités qui s'offrent à la Mission Locale pour optimiser son accompagnement des jeunes vers une insertion professionnelle réussie.

# Démographie et territoire

## La Région Normandie

La région Normandie, malgré son riche héritage historique et culturel, fait face à plusieurs défis économiques et sociaux. La baisse constante de la population depuis 2018 témoigne d'un solde migratoire négatif et d'un vieillissement de la population, ce qui peut nuire à la vitalité économique de la région. Bien que la Normandie ait vu ses compétences renforcées, notamment dans les domaines économiques et du développement social, il reste des gaps importants dans l'adéquation entre les qualifications de la population et les besoins des employeurs, particulièrement dans les secteurs en tension comme la logistique, l'hôtellerie-restauration et l'aide à la personne. Par ailleurs, l'existence de quartiers prioritaires (QPV) et de zones de revitalisation rurale (ZRR) indique des disparités territoriales marquées qui nécessitent des interventions ciblées pour améliorer les conditions de vie et d'emploi dans ces zones. Les efforts pour continuer à dynamiser l'économie, attirer de nouveaux résidents et soutenir les jeunes dans l'accès à des emplois durables sont cruciaux pour l'avenir de la région.

Lisieux conforte sa position géographique centrale dans la « nouvelle

» Normandie et compte pour cela mettre en avant ses atouts et compétences en termes de développement socio-économique, d'attractivité touristique, et de sensibilité environnementale.



## Le Département du Calvados



Le département du Calvados compte une population de 700 633 habitants au 31 décembre 2021. Ses côtes s'étendent sur 127 km le long des côtes de la Manche et sa superficie est de 46 000 hectares de surfaces boisées (2016), avec 538 communes dont 6 de plus de 10 000 habitants. Avec ses 20 171 habitants, Lisieux est la troisième ville la plus peuplée du département après Caen et Hérouville Saint-Clair. Le Calvados compte également 16 intercommunalités et 25 cantons.

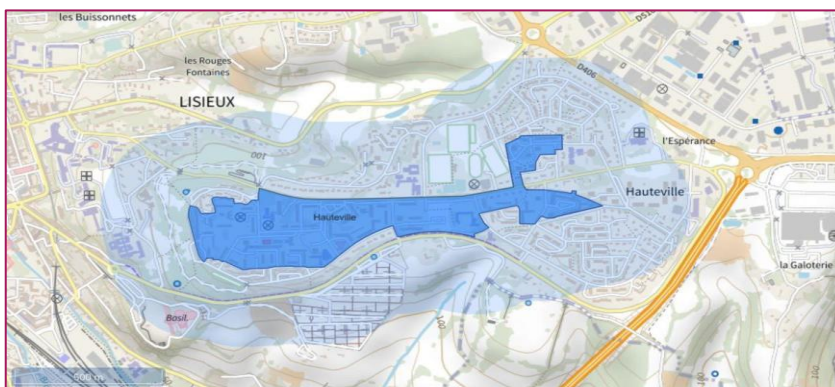
## La Ville de Lisieux

Lisieux est la capitale du Pays d'Auge, région caractérisée par ses vallées et son bocage. Sur le plan démographique, Lisieux connaît une dynamique contrastée. La ville, qui compte 20 171 habitants, voit une légère baisse de sa population ces dernières années, reflétant une tendance générale observée dans la région Normandie. Cette diminution s'explique en partie par un solde migratoire négatif, où les départs excèdent les arrivées, ainsi qu'un vieillissement progressif de la population. Cependant, Lisieux dispose d'atouts majeurs pour inverser cette tendance : sa position géographique centrale, son patrimoine historique et architectural, ainsi que son tissu associatif riche et diversifié. Les efforts en matière de développement économique et d'attractivité touristique sont essentiels pour soutenir la croissance démographique et revitaliser la ville.

## Hauteville et son Quartier Politique de la Ville (QPV)

Le quartier de Hauteville, qui représente plus d'un tiers de la population de Lisieux avec 3 422 habitants, est caractérisé par une forte concentration de logements sociaux (89,1%) et une organisation urbaine complexe. Ses grands ensembles immobiliers, souvent en mauvais état, nécessitent des réhabilitations importantes. Le quartier présente des problèmes d'enclavement, des espaces publics mal aménagés et des circulations internes compliquées. Sur le plan social, Hauteville souffre d'une image dégradée, d'un sentiment d'insécurité et d'une concentration de personnes en difficultés, exacerbée par des incidents tels que des incendies et des cambriolages.

Depuis 2020, le quartier de Hauteville bénéficie d'un ambitieux programme de rénovation urbaine destiné à améliorer les conditions de vie de ses habitants et à transformer l'image de ce secteur clé de Lisieux. Ce plan, soutenu par des investissements significatifs, vise la réhabilitation des grands ensembles immobiliers, la rénovation des logements sociaux, et la modernisation des infrastructures publiques. Les espaces verts et les aires de jeux sont réaménagés pour offrir des lieux de détente et de rencontre plus agréables.



Les espaces verts et les aires de jeux sont réaménagés pour offrir des lieux de détente et de rencontre plus agréables.

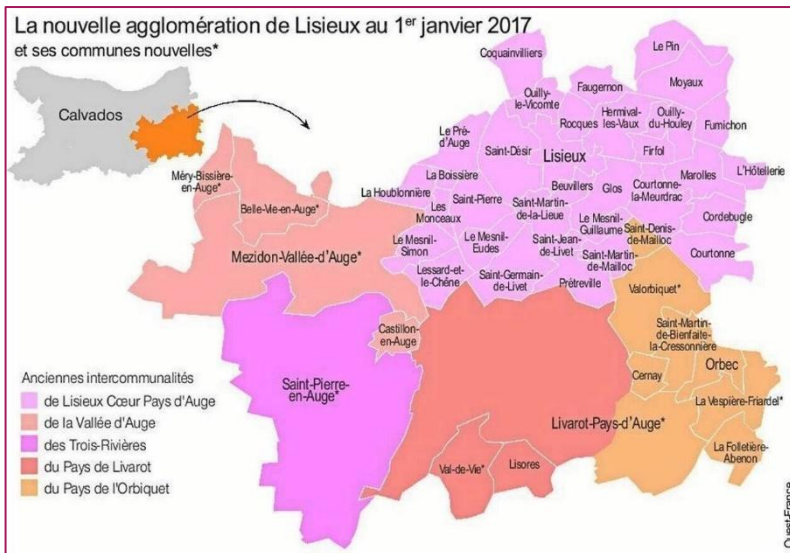
Par ailleurs, des efforts sont faits pour désenclaver le quartier et faciliter la mobilité interne, avec la création de nouvelles voies de circulation piétonnières et cyclables. La sécurité est renforcée grâce à une meilleure illumination des espaces publics et à l'installation de caméras de surveillance. Ce projet de rénovation urbaine ne se limite pas aux aspects matériels mais cherche aussi à renforcer le tissu social par le biais d'initiatives communautaires et de programmes de soutien aux familles et aux jeunes.

Cette transformation en profondeur contribue à redynamiser Hauteville et à en faire un quartier plus attrayant pour ses résidents et pour les nouveaux arrivants. La Mission Locale participe à la mise en œuvre de ce plan NPNRU en suivant la mise en place des clauses sociales dans les marchés publics.

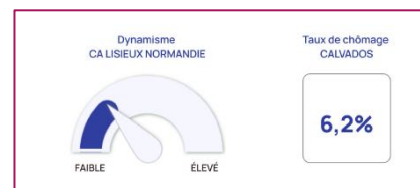
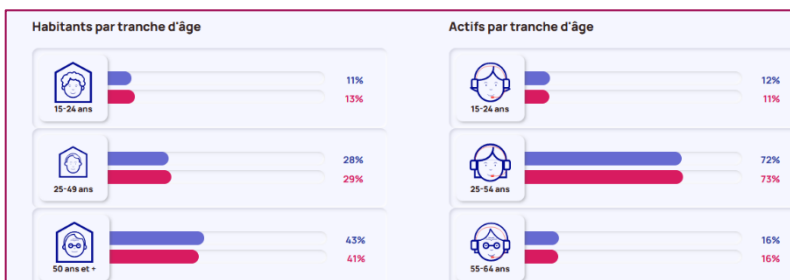


## La Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie (CALN) : territoire d'intervention de la ML Lisieux Normandie

La Communauté d'Agglomération Lisieux Normandie (CALN) regroupe 45 communes et constitue un territoire aux caractéristiques variées, mêlant zones rurales et urbaines. Avec une population de 73 500 habitants, la CALN est confrontée à des défis socio-économiques importants, notamment un taux de chômage de 6%. La demande d'emplois y est forte, avec un nombre significatif de demandeurs d'emploi, dont une proportion notable de jeunes actifs. Parallèlement, malgré une relance jusqu'en 2024, l'offre d'emploi reste insuffisante pour combler les besoins de la population.



Le développement économique, l'amélioration de l'accès à l'emploi et la revitalisation des quartiers en difficulté, comme Hauteville, sont des priorités pour renforcer la cohésion sociale et dynamiser l'ensemble du territoire. L'investissement dans les infrastructures, la promotion du patrimoine culturel et naturel, ainsi que le soutien aux initiatives locales sont autant de leviers pour améliorer le cadre de vie et l'attractivité de la région.



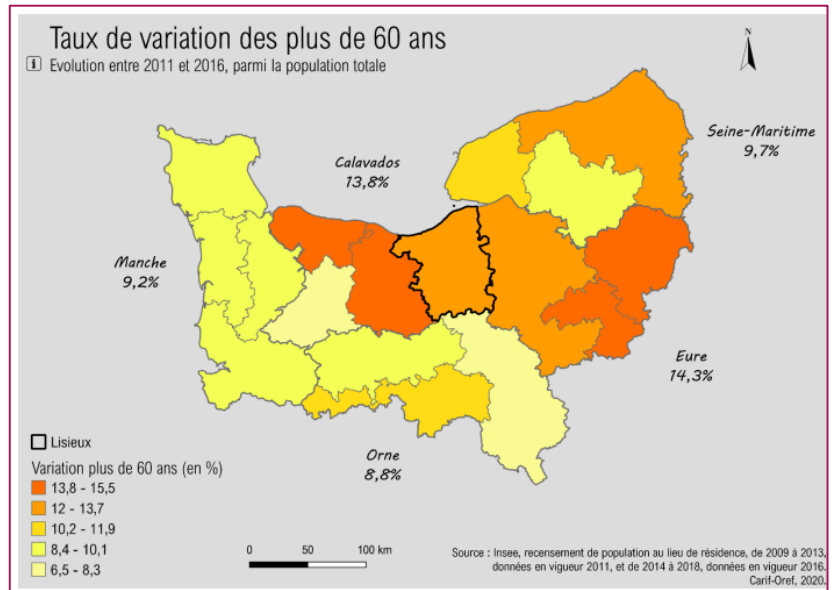
Territoire	Population	Chômage	Demandeurs d'emploi	Offres d'emploi	Jeunes demandeurs d'emploi	Jeunes actifs
Lisieux Normandie	73500 habitants	6%	5000	11 000	15%	12%

## Une population vieillissante, peu diplômée et à ressources modestes

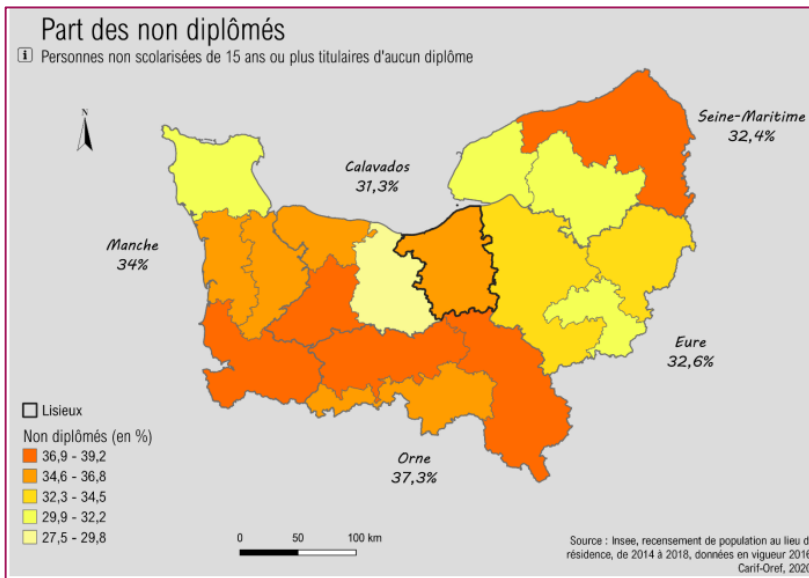
La population du Pays d'Auge, notamment dans l'agglomération de Lisieux Normandie, fait face à un vieillissement significatif. Cette réalité démographique se reflète dans les ressources des foyers, où une majorité d'habitants vivent avec des revenus modestes.

En 2019, le revenu médian des habitants de la CALN était de 1625€ par mois, tandis que dans les communes de Lisieux et d'Orbec, ce revenu médian dépassait à peine 1400€ par mois.

Cette disparité de 12% par rapport à la moyenne de la CALN illustre les défis économiques auxquels sont confrontées les familles, influençant leurs choix en matière de logement, d'éducation et de loisirs. Les revenus des jeunes actifs, âgés de 18 à 30 ans, s'élèvent en moyenne à moins de 1500€ par mois, un chiffre inférieur à la moyenne nationale pour cette tranche d'âge.



Ces chiffres témoignent des contraintes économiques qui affectent la capacité des jeunes à épargner et à investir dans leurs projets personnels, contribuant à un sentiment d'incertitude et d'instabilité dans les secteurs les moins prospères de la région.



Par ailleurs, le niveau de diplôme dans la région reste relativement bas. Selon les données de 2022, seulement 25% des jeunes de Lisieux Normandie détiennent un diplôme de l'enseignement supérieur, contre une moyenne nationale de 45%. Cette situation complique l'accès à des emplois qualifiés et bien rémunérés, aggravant ainsi les inégalités socio-économiques et freinant la mobilité sociale.



# Les jeunes de la Mission Locale Lisieux

## Normandie

Les jeunes de Lisieux Normandie se distinguent par un niveau de diplôme relativement bas. En 2022, 25% des jeunes de la région détenaient un diplôme de l'enseignement supérieur, contre une moyenne nationale de 45%. En termes de revenus, les jeunes actifs âgés de 18 à 30 ans dans la région perçoivent en moyenne moins de 1500€ par mois, un chiffre inférieur à la moyenne nationale pour cette tranche d'âge. Sur le plan régional, la Normandie présente un taux de diplôme supérieur de 38%, inférieur à la moyenne nationale mais supérieur à celui de la ML.

### PREMIERS ACCUEILS

SOURCE : I MILO

# 467

jeunes nouvellement accueillis

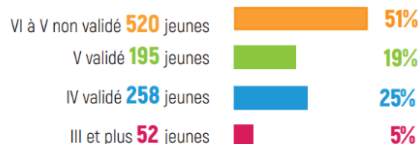
#### ORIGINE DE LA VENUE



### CHIFFRES CLÉS

SOURCE : I MILO

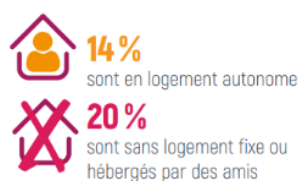
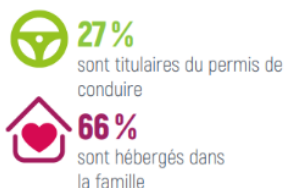
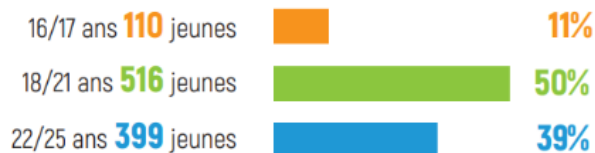
#### RÉPARTITION PAR NIVEAU



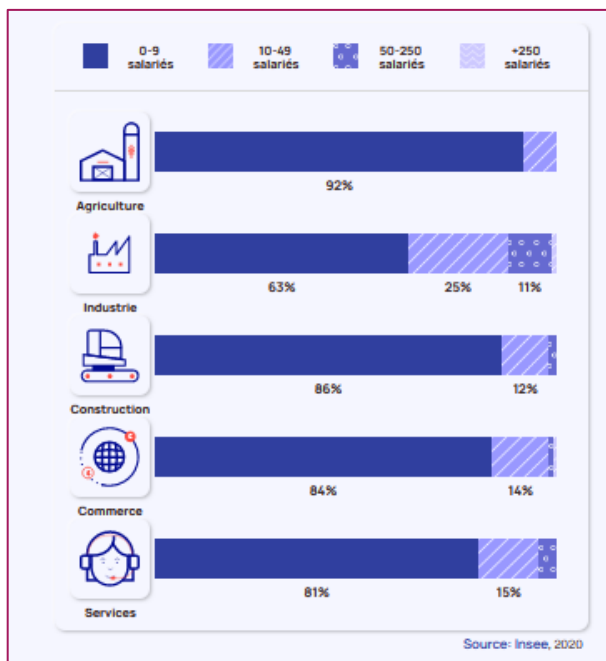
# 1025

jeunes accompagnés

#### RÉPARTITION PAR ÂGE



# Développement économique, emploi



L'agglomération de Lisieux Normandie, située dans une région au riche patrimoine, présente un tissu économique varié et dynamique, soutenu par des initiatives locales visant à stimuler l'emploi et la formation professionnelle.

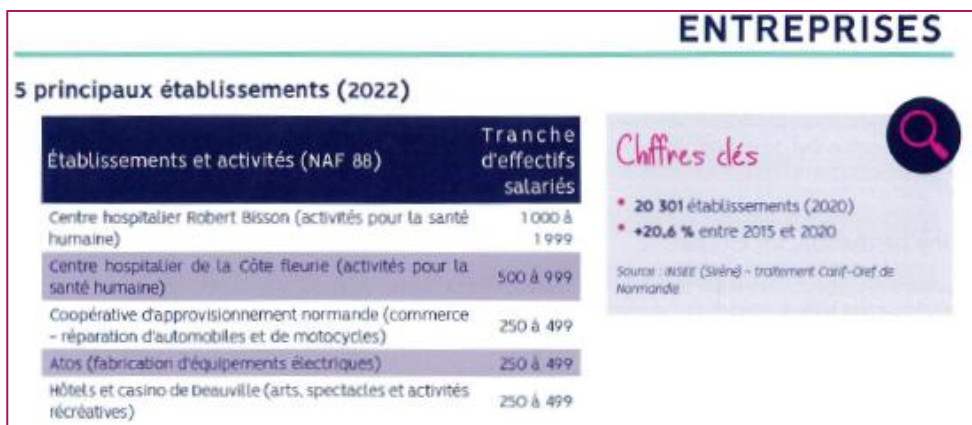
Avec une population estimée à environ 73 500 habitants, l'agglomération met en œuvre des stratégies pour maintenir un équilibre entre développement économique et qualité de vie. Le diagnostic révèle une proportion notable de jeunes demandeurs d'emploi, représentant 15% de la population active. La Mission Locale se distingue avec 60% des jeunes accompagnés trouvant un emploi dans les six mois suivant leur accompagnement.

Le développement économique local est appuyé par des projets de réhabilitation, comme la reconversion des friches industrielles sur la ZAE de

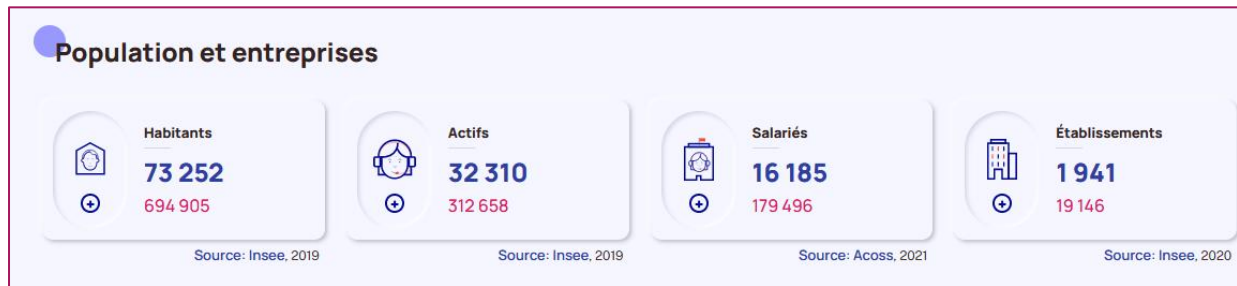
la Vallée et le site Plysorol, et par l'ouverture d'une pépinière en 2022 pour répondre à la demande croissante de bureaux. La digitalisation, avec le déploiement de la fibre sur le territoire (zones d'activités économiques, pôles tertiaires proches des gares), constitue également un axe majeur de la stratégie économique locale.

Le territoire présente une demande croissante dans plusieurs secteurs d'activité. Les domaines de la santé et de l'aide à la personne sont particulièrement dynamiques, avec environ 500 postes à pourvoir chaque année. Le secteur industriel affiche une forte

demande, en particulier pour les métiers de la maintenance et de la production, avec une estimation de 300 postes ouverts. Le commerce et les services, avec près de 400 postes à pourvoir, notamment dans les secteurs de la vente et de la logistique, démontrent une vitalité certaine. Enfin, le secteur du bâtiment et des travaux publics propose environ 200 opportunités annuelles. La Mission Locale évolue sur un territoire de 73 500 habitants correspondant à celui de la communauté d'agglomération Lisieux Normandie. Situé entre la côte et la région parisienne, le Pays d'Auge Sud est au centre de la Normandie et de ses trois grands pôles urbains que sont Caen, Le Havre et Rouen. Le territoire de l'agglomération Lisieux Normandie dispose d'un QPV et d'une ZRR. Le tissu économique du territoire est varié et concerne des entreprises des services, de l'industrie, de l'agriculture, du transport, de la santé et du commerce. La quasi-totalité des employeurs sont des PME et TPE (73% des 2544 établissements présents sur la zone). 743 créations d'entreprises étaient recensées en 2022. 7700 jeunes de 16 à 24 ans vivent sur le territoire de la Mission Locale, soit 10,6% de la population active. Fin 2023, le territoire bénéficie d'une bonne dynamique économique avec un taux de chômage sous la barre des 6%. Sur cette période, 5000 demandeurs d'emploi étaient comptabilisés, dont 1047 jeunes. Les métiers occupés par les jeunes suivis par la Mission Locale appartiennent à des secteurs dits "en tension" : logistique, hôtellerie-restauration, aide à la personne.



## Le tissu économique



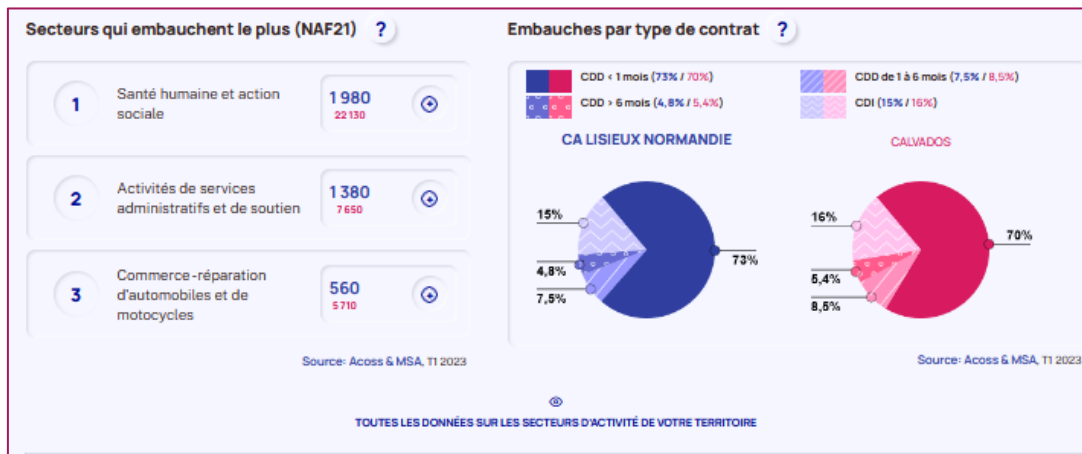
Zoom sur l'Industrie : 26% des postes salariés en 2019 (pour une moyenne régionale de 15,8% et nationale de 12%) Taux de chômage de 12,3% à l'échelle de la CALN en 2021 et de 5,8% à l'échelle du bassin de Lisieux en 2024

Des projections de besoins importants en main d'œuvre sur les métiers des services à la personne, surtout les aides à domicile sont à anticiper d'ici 2030, avec des tensions de recrutement déjà présentes pour les aides à domicile (49 % des postes à pourvoir d'ici 2030) et les enseignants (30 % des postes à pourvoir d'ici 2030). Les départs en fin de carrière seraient plus fréquents en Normandie, mais atténués potentiellement par les arrivées de professionnels en provenance d'autres régions (1 % de l'emploi de 2019). À l'horizon de 2030, les métiers d'ouvriers de la manutention, d'ingénieurs et cadres du privé, et les professionnels du "care" (aide et soin) seraient parmi les plus créateurs d'emplois en Normandie à l'instar du territoire métropolitain. En revanche, les professionnels de l'action culturelle, sportive et surveillants ainsi que les attachés commerciaux figureraient parmi les plus dynamiques sur le territoire normand alors que ce n'est pas le cas sur le territoire métropolitain. La progression de l'emploi y serait systématiquement moins forte en raison de la montée en qualification des emplois. Ainsi, la part des emplois de cadres et de professions intermédiaires est passée respectivement de 7 % en 1982 à 12 % en 2014 et de 16 % en 1982 à 25 % en 2014. Ces tendances, observées par le passé (2009-2018), sont prolongées en projection. Le tout s'inscrivant dans un contexte global de mutation du monde professionnel et des compétences afférentes aux différents métiers.



## L'emploi

Le territoire de la ML présente une situation de l'emploi en évolution, avec un taux de chômage se situant à 5,8% en 2024 au niveau du bassin de Lisieux, en baisse par rapport au taux de 12,3% observé à l'échelle de la communauté d'agglomération en 2021. Le diagnostic révèle une proportion notable de jeunes demandeurs d'emploi, représentant 15% de la population active. Sur le plan de l'emploi salarié, la situation s'améliore à partir des années 2015-16, sans toutefois retrouver le niveau d'avant la crise de 2008. Ce sont Lisieux et les pôles relais qui permettent le redressement de la situation. L'industrie demeure un secteur clé, représentant 26% des postes salariés en 2019, bien au-dessus des moyennes régionale (15,8%) et nationale (12%).



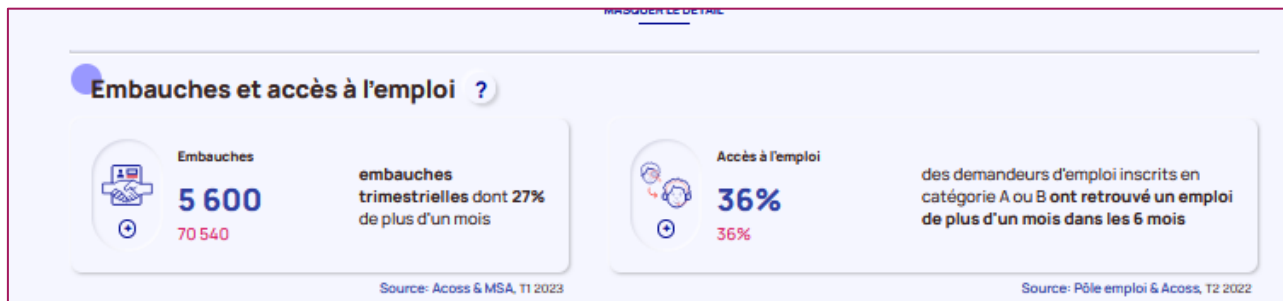
Le territoire de la Mission Locale présente une situation de l'emploi en évolution, avec un taux de chômage se situant à 5,8% en 2024 au niveau du bassin de Lisieux, en baisse par rapport au taux de 12,3% observé à l'échelle de la communauté d'agglomération en 2021. Les jeunes demandeurs d'emploi représentent 15% de la population active.

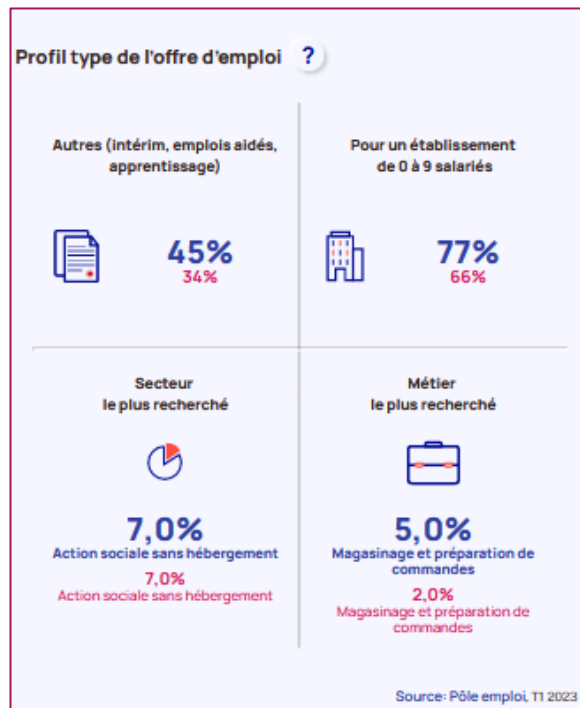
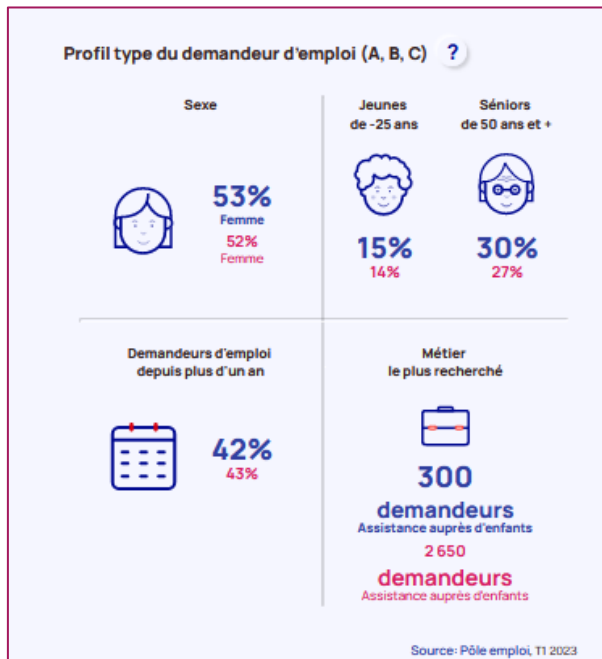
L'industrie demeure un secteur clé, représentant 26% des postes salariés en 2019, bien au-dessus des moyennes régionale (15,8%) et nationale (12%). Au premier trimestre 2024, dans le Calvados, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 26 380. Ce nombre augmente de 0,3 % sur un trimestre et de 1,7 % sur un an. En Normandie, ce nombre augmente de 0,5 % sur un trimestre et de 1,6 % sur un an.



Dans le Calvados, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité dans le mois (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 51 680 au premier trimestre 2024. Ce nombre baisse de 0,2 % sur un trimestre et progresse de 1,3 % sur un an. En Normandie, ce nombre augmente de 0,1 % sur un trimestre et de 0,3 % sur un an.

Parmi les demandeurs d'emploi, 21 % sont des jeunes contre 17% au niveau national, 18% Calvados ou 19% Normandie.





Au niveau des Missions Locales, la situation s'améliore également. Les jeunes représentent 12% des actifs et 15% des demandeurs d'emploi. Le "Rapport Jeunesse et Emploi 2023" mentionne que les secteurs les plus dynamiques pour l'emploi des jeunes sont le commerce, la santé et les services à la personne.

Les NEET représentent 20,3% de la population jeune du territoire (18% en Normandie). Les NEET sans diplôme représentent 20,9% (soit 1 point au-dessus du niveau national).

Même si la part des CDI et emplois durable augmente, le nombre de poste en CDD courts ou intérim reste important, notamment chez le public jeune.

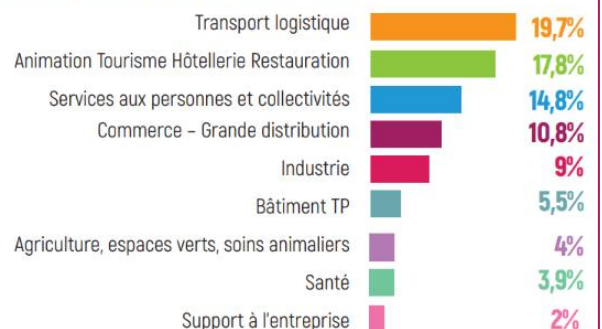
## SITUATIONS DES JEUNES DÉMARRÉES DANS L'ANNÉE

**892**

jeunes ont démarré une situation professionnelle dans l'année 2023

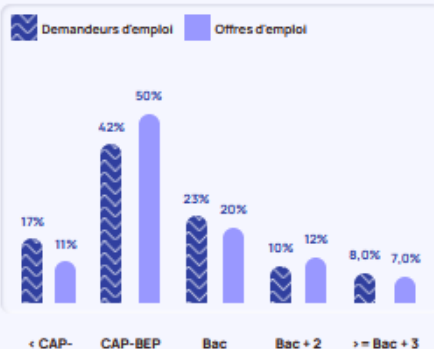
TYPE DE SITUATION	NOMBRE DE JEUNES	NOMBRE DE SITUATIONS
Emploi	372	656 ↗
Alternance	41	41 =
Scolarité / Formation	180	296 ↘
Immersion en entreprise	128	194 ↘
Service Civique	17	17 =

## CONTRATS SIGNÉS PAR DOMAINES PRINCIPAUX

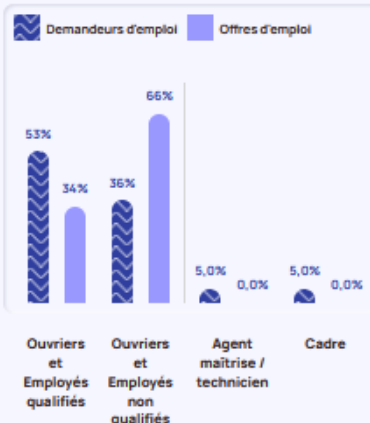


## CA LISIEUX NORMANDIE

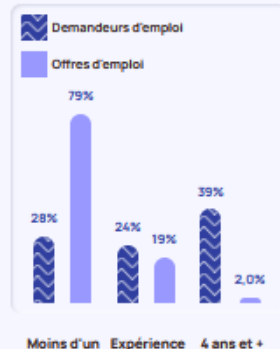
### Par niveau de diplôme



### Par niveau de qualification



### Par niveau d'expérience dans le métier recherché





## Création d'entreprises et émergence de projet

En France, la création d'entreprises par les jeunes a connu une augmentation significative ces dernières années. Selon les données de l'INSEE, en 2023, près de 20% des nouvelles entreprises ont été fondées par des entrepreneurs âgés de moins de 30 ans. Parmi ces jeunes entrepreneurs, un nombre croissant se tourne vers des secteurs innovants tels que la technologie, les services en ligne et les énergies renouvelables. Plusieurs facteurs motivent les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat :

- L'indépendance financière : La volonté de ne pas dépendre d'un employeur et de créer sa propre source de revenus.
- Les opportunités de marché : La perception de niches de marché non exploitées ou de besoins non satisfaits.
- Les innovations technologiques : Les nouvelles technologies offrent des outils accessibles et puissants pour lancer et gérer une entreprise.
- Les dispositifs d'accompagnement : L'existence de nombreux dispositifs de soutien comme les incubateurs, les pépinières d'entreprises et les aides financières.

En Normandie, la tendance nationale se reflète avec une dynamique entrepreneuriale particulièrement forte chez les jeunes. Selon les données de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Normandie, en 2023, 18% des créations d'entreprises dans la région étaient le fait de jeunes de moins de 30 ans. L'agriculture, le tourisme et les services à la personne sont des secteurs particulièrement prisés par ces jeunes créateurs.

- **1 Français sur 4 envisage de créer ou reprendre un jour une entreprise... soit près de 12,9 millions d'entrepreneurs potentiels.**
- *36% des entrepreneurs potentiels ont déjà préparé leur projet... soit plus de 4,6 millions de projets prêts à débiter ! Ils envisagent soit de reprendre une entreprise existante, soit de créer leur propre entreprise en se lançant en tant qu'auto-entrepreneur.*
- *La question du financement reste cependant l'une des principales préoccupations pour ces futurs chefs d'entreprise en herbe. Bien qu'ils disposent d'un capital disponible moyen de 9 900 euros, ils estiment que les fonds nécessaires pour financer leur projet la première année se situent entre 22 000 et 23 000 euros.*
- *Près de 7 millions de Français déclarent vouloir créer ou reprendre une entreprise dans les deux prochaines années...*
- *64% des dirigeants estiment que créer une entreprise aujourd'hui est une bonne idée.*
- *47% des dirigeants donne l'envie d'être son propre patron comme la première raison qui incite à créer son entreprise (contre 30% pour l'ensemble de la population), suivie de l'envie de faire un métier-passion.*
- *Transmission de l'esprit entrepreneurial : 68% des entrepreneurs encourageraient leurs enfants à créer leur propre entreprise mais 26% d'entre eux considèrent que cela est plus facile pour un homme (contre 36% dans la population générale).*

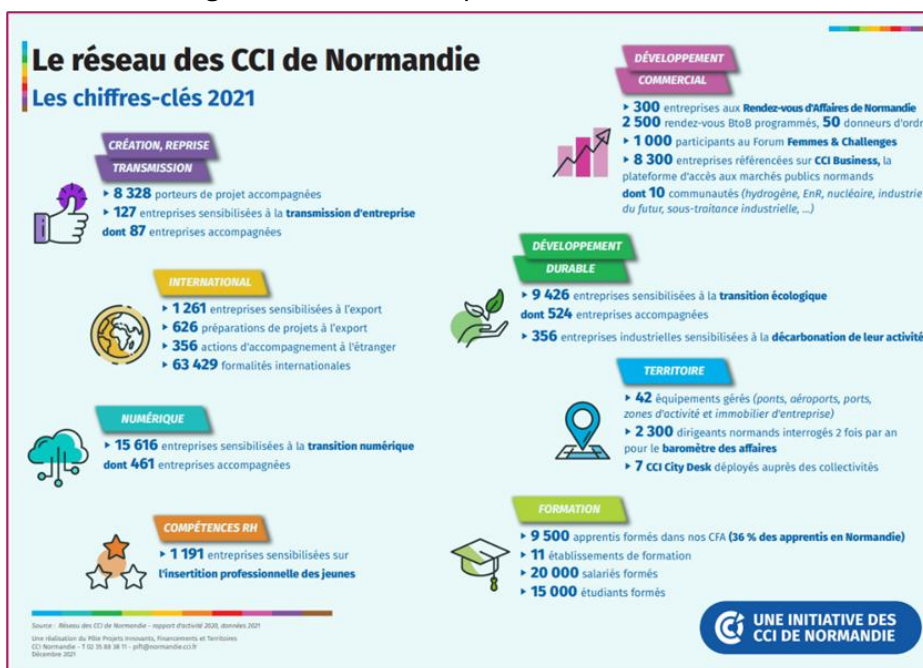
La région Normandie a mis en place plusieurs initiatives pour encourager l'entrepreneuriat des jeunes :

- Le dispositif "Normandie Jeunes Entrepreneurs" : Un programme de soutien financier et d'accompagnement pour les jeunes porteurs de projet.
- Les incubateurs régionaux : Des structures comme Normandie Incubation offrent un soutien en termes de formation, de financement et de réseau.
- Les partenariats avec l'ADIE : L'ADIE joue un rôle crucial en fournissant des microcrédits et un accompagnement personnalisé aux jeunes entrepreneurs sans accès aux prêts bancaires traditionnels.

Au niveau local, notamment dans le bassin de Lisieux, la création d'entreprises par les jeunes suit également une tendance positive. En 2023, selon les données fournies par la Mission Locale et les chambres consulaires, 12% des nouvelles entreprises ont été créées par des jeunes de moins de 30 ans. Les secteurs les plus dynamiques pour ces nouvelles entreprises locales sont le commerce, les services à la personne et le numérique.

## Plusieurs acteurs locaux jouent un rôle clé dans le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes :

- La Mission Locale : Elle offre un accompagnement spécifique via le Groupement de créateurs (GC) pour les jeunes dans la création et la gestion de leur entreprise.
- La CCI de Lisieux : Elle propose des formations, des conseils et des aides au financement pour les jeunes entrepreneurs.
- Les associations locales : Des associations comme l'ADIE locale fournissent des microcrédits et un accompagnement personnalisé.



Malgré les aides et l'accompagnement, les jeunes entrepreneurs locaux font face à plusieurs défis :

- Accès au financement : Les jeunes sans antécédents de crédit ou garanties ont souvent du mal à obtenir des prêts.
- Manque d'expérience : Le manque de connaissances et d'expérience en gestion d'entreprise peut être un obstacle majeur.
- Réseautage : Créer et maintenir un réseau de contacts professionnels est crucial mais peut être difficile pour les jeunes.

# Formation

La Normandie est l'une des quatre régions avec le taux le plus important d'inscrits en formation initiale professionnelle sous statut scolaire (26,1 % des étudiants normands sont dans une formation initiale professionnelle sous statut scolaire sur l'année 2017-2018, contre 20,8 % à l'échelle de la France). En effet, les formations professionnalisantes sont représentées au travers de cinq Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ). Il est important également de souligner le faible accès à l'enseignement supérieur et une augmentation de 20 % de la proportion d'apprentis entre 2016 et 2019. En 2019, la Normandie compte parmi ses habitants, un quart de personnes sans diplôme (25,4 %) et près de 3 sur 10 (28,8 %) avec un niveau CAP : en excluant les personnes scolarisées, cela représente donc plus de la moitié de la population normande de plus de 15 ans. Sur cette même population, les diplômés de l'enseignement supérieur représentaient quant à eux un peu moins d'un quart des individus (24 %).

## Formations initiales

Le niveau d'éducation des jeunes dans l'agglomération de Lisieux Normandie est fortement influencé par les conditions économiques et sociales des familles. Les disparités économiques entre les communes et les revenus modestes des jeunes actifs constituent des défis majeurs pour l'accès à une éducation de qualité. En comparaison avec les niveaux régional et national, les jeunes de cette région rencontrent davantage d'obstacles pour atteindre des niveaux d'étude élevés et obtenir des diplômes. Il est essentiel de mettre en place des stratégies et des politiques ciblées pour améliorer les opportunités éducatives et réduire les inégalités dans cette région.

## Évolution des effectifs scolaires

Au cours des dernières années, l'agglomération de Lisieux Normandie a connu une réorganisation scolaire significative, influencée par l'évolution des intercommunalités. À la rentrée 2021, 6670 élèves étaient scolarisés dans 25 communes du territoire. En 2019, le nombre total d'élèves s'élevait à 7133, ce qui montre une diminution des effectifs scolaires sur cette période. Cette tendance peut être comparée aux chiffres régionaux et nationaux pour évaluer les écarts.

**A la rentrée 2021, 6670 élèves sont scolarisés** dans 25 communes du territoire.

L'évolution des intercommunalités a entraîné, pour partie, celle de la réorganisation scolaire. Ainsi, certaines communes sont rassemblées en RPI, en SIVOM, et d'autres ne font plus partie d'aucun groupement.

Effectifs scolaires CALN Source : base nationale, traitement GTC	2019	2020	2021	Variation 2019-2021
Nombre total d'élèves	7133	6848	6670	-463
Nombre total de classes	334	331	323	-11

Les effectifs scolaires des **3 dernières rentrées** montrent une diminution du nombre d'élèves qui :

- Concerne **les deux tiers des communes, en particulier Lisieux.**
- Entraîne **une baisse du nombre de classes** (solde de -11 entre 2019 et 2021) et la fermeture de l'école du RPI Firfol / Ouilley du Houley. Seules les écoles de Saint-Désir et de Moyaux enregistrent la création d'1 et 2 classes.

## Niveaux d'étude et diplômes

Le niveau d'étude des jeunes dans l'agglomération de Lisieux Normandie est relativement varié. Cependant, les disparités économiques influencent directement les résultats scolaires et les taux de diplomation. Le taux de réussite au baccalauréat dans cette région est légèrement inférieur à la moyenne nationale, ce qui reflète les défis supplémentaires auxquels sont confrontés les élèves issus de milieux socio-économiques modestes.

En comparaison, les taux de diplomation au niveau régional sont souvent plus élevés, notamment dans les zones urbaines avec de meilleures ressources éducatives. Par exemple, la moyenne nationale de réussite au baccalauréat en 2021 était d'environ 93%, tandis que dans certaines communes de l'agglomération de Lisieux Normandie, ce taux était plus proche de 88%.

## Disparités et défis

Les disparités économiques dans l'agglomération de Lisieux Normandie se manifestent également dans l'accès à l'éducation supérieure. Les jeunes de cette région sont moins nombreux à poursuivre des études universitaires ou techniques comparativement à leurs pairs au niveau régional et national. Les taux d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur sont inférieurs à la moyenne nationale, en grande partie en raison des contraintes financières et des priorités économiques familiales

## Formation professionnelle

L'offre de formation professionnelle dans l'agglomération de Lisieux Normandie est diversifiée, englobant aussi bien les formations initiales que continues. Les principales filières comprennent :

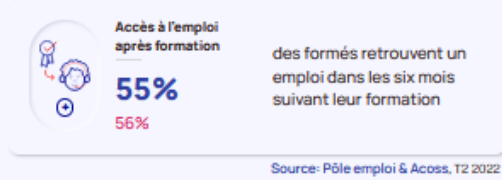
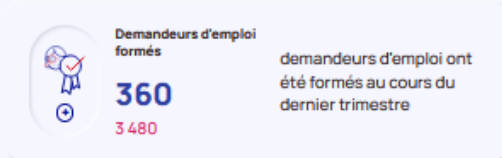
- La santé et l'aide à la personne : En raison de la forte demande dans ces secteurs, de nombreuses formations sont axées sur les métiers de soins, d'accompagnement des personnes âgées et handicapées, ainsi que sur les fonctions paramédicales.
- Le commerce : Avec environ 400 postes à pourvoir chaque année, les formations dans les domaines de la vente, du management commercial et de la logistique sont nombreuses et variées.
- L'industrie : Ce secteur représente 26% des postes salariés, bien au-dessus des moyennes régionales et nationales. Les formations se concentrent sur la maintenance industrielle, la production, et les nouvelles technologies.
- Le bâtiment et les travaux publics : En pleine expansion, ce secteur propose des formations en construction, rénovation, et gestion de chantier.
- L'énergie verte et l'économie circulaire : Avec des projets phares comme la méthanisation et le traitement des déchets verts, ce secteur offre des opportunités de formations innovantes et en phase avec les nouvelles exigences environnementales.

Le public des formations professionnelles du territoire est varié :

- Les jeunes : Représentant 15% des inscrits, ils bénéficient de parcours adaptés à leurs besoins spécifiques afin de faciliter leur entrée sur le marché du travail.
- Les demandeurs d'emploi : Ils suivent des formations pour acquérir de nouvelles compétences et augmenter leurs chances de réinsertion professionnelle.
- Les salariés : Ils suivent des formations continues pour développer leurs compétences et s'adapter aux évolutions du marché du travail.

Au niveau de la Normandie, les formations suivies par les demandeurs d'emploi portent, pour la moitié, sur des formations d'orientation ou de remise à niveau. Cette part est plus importante pour les jeunes accompagnés à la Mission Locale.

## Formations et accès à l'emploi ?



### Domaines de formation les plus suivis

Domaines de formation	Demandeurs d'emploi formés	Accès à l'emploi après formation
1 Production industrielle, transport, logistique	80 740	67% 66%
2 Développement des compétences	70 620	25% 35%
3 Vie et gestion des organisations	40 460	50% 65%

Demandeurs d'emploi formés - Source: Pôle emploi, T2 2022  
 Accès à l'emploi - Source: Pôle emploi & Acoess, T2 2022

Les formations professionnelles sur le territoire sont majoritairement financées par plusieurs acteurs clés :

- La Région : Elle joue un rôle prépondérant dans le financement des formations pour les demandeurs d'emploi et les jeunes en insertion.
- France Travail : finance des formations pour les demandeurs d'emploi afin de faciliter leur retour à l'emploi.
- Les entreprises : Elles participent au financement des formations de leurs salariés dans le cadre du plan de développement des compétences.
- Les OPCO (Opérateurs de Compétences) : Ils financent les actions de formation des entreprises de moins de 50 salariés.

## Répartition des entrées en formation, par financeur et type de formation

### Tout public

	3ème trimestre 2023	%	Cumul 2023	%
<b>Conseil Régional</b>	<b>4 674</b>	<b>40,1%</b>	<b>16 992</b>	<b>42,5%</b>
<b>Formations Qualifiantes</b>	<b>2 190</b>	<b>46,9%</b>	<b>6 054</b>	<b>35,6%</b>
Qualif Collectif (y compris formation des détenus)	2 133	45,6%	5 889	34,7%
Une Formation/Un emploi	57	1,2%	165	1,0%
<b>Formations Préparatoires</b>	<b>2 484</b>	<b>53,1%</b>	<b>10 926</b>	<b>64,3%</b>
Orientation	1 064	22,8%	4 282	25,2%
Socle (y compris DAEU et CREA)	1 420	30,4%	6 644	39,1%
<b>Pôle emploi (y compris co-financeurs dont Agefiph)</b>	<b>2 519</b>	<b>21,6%</b>	<b>8 566</b>	<b>21,4%</b>
Action de Formation Conventionnée (AFC) et Aide Individuelle à la Formation (AIF)	1 536	61,0%	4 761	55,6%
Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI)	983	39,0%	3 805	44,4%
<b>Autres*</b>	<b>4 455</b>	<b>38,2%</b>	<b>14 407</b>	<b>36,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11 648</b>	<b>100,0%</b>	<b>39 965</b>	<b>100,0%</b>

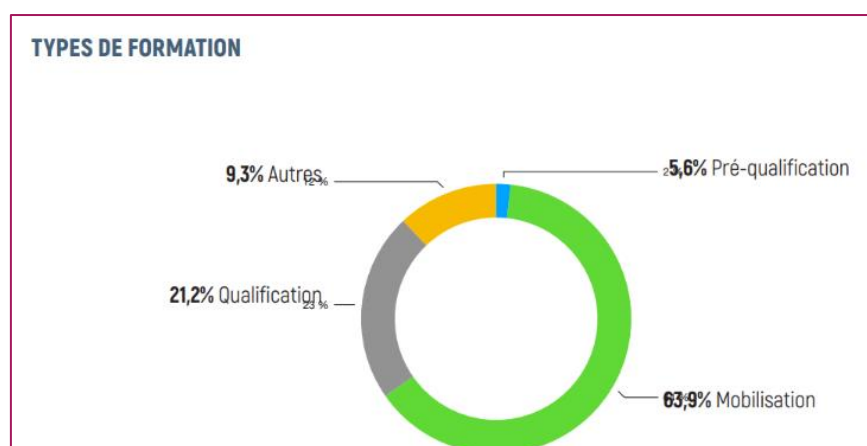
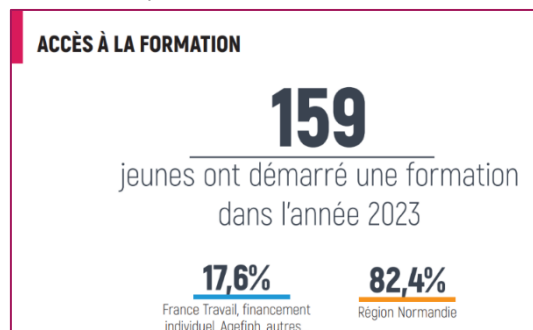
Source : Conseil Régional, Pôle emploi

\*Autres : OPCA, AGEFIPH, Etat, Ministères...



Pour la Mission Locale, compte tenu du faible niveau de formation des jeunes accompagnés, les formations portent surtout sur la préparation, le travail du projet et la remise à niveau. La région Normandie reste le 1<sup>er</sup> financeur.

Le niveau de qualification de la population du Pays d’Auge Sud est inférieur au niveau national et régional mais correspond globalement aux recherches des employeurs. Près de 75% des jeunes suivi par la mission Locale à un niveau infra Bac. Les critères sociaux de ces publics sont plus compliqués que la moyenne régionale (taux de pauvreté, niveau de ressources, logement autonome, permis de conduire...)



## Impacts sur les jeunes

- Niveau de qualification inférieur : Le constat que le niveau de qualification de la population du Pays d’Auge Sud est inférieur aux niveaux national et régional peut avoir plusieurs répercussions sur les jeunes. Tout d’abord, cela peut limiter leurs opportunités professionnelles et les cantonner à des emplois moins qualifiés et moins rémunérés. Cet état de fait peut également affecter leur motivation à poursuivre des études supérieures, en raison de la perception que les qualifications obtenues localement sont moins valorisées.
- Faible accès à l’enseignement supérieur : Le faible accès à l’enseignement supérieur signifie que les jeunes de l’agglomération de Lisieux Normandie ont moins de possibilités de suivre des cursus universitaires ou techniques, ce qui peut freiner leur développement personnel et professionnel. Cela peut également les pousser à quitter leur région pour poursuivre leurs études ailleurs, entraînant ainsi une fuite des cerveaux et appauvrissant davantage le tissu économique local.
- Proportion élevée de jeunes sans diplôme : conséquences négatives sur leur insertion professionnelle. Sans qualification, ils sont moins compétitifs sur le marché du travail et risquent de se retrouver dans des situations précaires ou de chômage prolongé. Cela peut également affecter leur estime de soi et leur bien-être psychologique, renforçant un sentiment de marginalisation.

- Défis socio-économiques : Les critères sociaux plus compliqués que la moyenne régionale, tels que le taux de pauvreté, le niveau de ressources, le logement autonome et l'obtention du permis de conduire, peuvent constituer des obstacles supplémentaires pour les jeunes. Ces difficultés socio-économiques peuvent limiter leur accès à des opportunités de formation et d'emploi, et aggraver les inégalités.
- Formations professionnelles adaptées mais limitées : Bien que les formations professionnelles sur le territoire soient diversifiées et adaptées aux besoins du marché, leur portée peut être limitée par les difficultés de financement et les contraintes économiques des jeunes et de leurs familles. Si les dispositifs de soutien existent, leur efficacité dépendra de la capacité des jeunes à y accéder et à en bénéficier pleinement.

## Exemples d'actions en matière de formation et d'orientation à Lisieux

### Initiatives de formation professionnelle

Ateliers de préparation à l'emploi : Organisés par la Mission Locale, ces ateliers visent à aider les jeunes à mieux comprendre le marché du travail, à développer leurs compétences en rédaction de CV et de lettres de motivation, et à se préparer aux entretiens d'embauche.

Programmes de remise à niveau : Des cours de soutien dans des matières clés telles que les mathématiques, le français et l'informatique pour permettre aux jeunes de combler leurs lacunes et d'améliorer leurs chances de réussir dans des formations plus avancées.

Formations en alternance : Collaboration avec les entreprises locales pour proposer des formations en alternance qui permettent aux jeunes d'acquérir une expérience professionnelle tout en suivant des cours théoriques.

### Actions d'orientation

Journées portes ouvertes et forums de l'orientation : Organisation d'événements où les jeunes peuvent rencontrer des représentants d'écoles, d'universités et d'entreprises pour explorer différentes options de carrière et de formation.

Deffinov des possibles : L'initiative "Deffinov des Possibles" à Lisieux vise à soutenir les jeunes en difficulté sur le marché du travail. Elle met en place des formations professionnelles adaptées, des ateliers de préparation à l'emploi, des programmes de remise à niveau, et des formations en alternance avec les entreprises locales. L'initiative propose également des actions d'orientation telles que des journées portes ouvertes, des forums de l'orientation, et un accompagnement individualisé par le mentorat. Les jeunes bénéficient en outre de programmes de soutien socio-économique, incluant des aides financières et matérielles, ainsi que des solutions de logement abordables. Ces actions ont pour but de surmonter les défis socio-économiques et d'améliorer les perspectives professionnelles des jeunes de Lisieux.

Accompagnement individualisé : Mise en place de programmes de mentorat où chaque jeune est suivi par un conseiller en orientation qui l'aide à définir son projet professionnel et à choisir les formations les plus adaptées à ses aspirations et capacités.

Stage d'immersion professionnelle : Possibilité pour les jeunes de passer du temps dans une entreprise pour découvrir un métier de l'intérieur et évaluer s'il correspond à leurs attentes.

### Programmes de soutien socio-économique

Aides financières et matérielles : Fourniture de bourses, de tickets de transport, et d'autres formes de soutien pour aider les jeunes à suivre des formations sans se soucier des contraintes financières.

Accès au logement : Partenariat avec les organismes de logement pour offrir des solutions d'hébergement abordables aux jeunes en formation ou en recherche d'emploi.

Ces initiatives visent à répondre aux besoins spécifiques des jeunes de Lisieux, en tenant compte des défis socio-économiques et en leur fournissant les outils nécessaires pour réussir dans leur parcours professionnel.

# Santé

L'agglomération Lisieux Normandie, en collaboration avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Normandie, a mis en place un Contrat Local de Santé (CLS) afin de formaliser une stratégie et des objectifs communs pour améliorer la santé des habitants du territoire. Le CLS vise à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé et à mettre en œuvre des solutions pour une offre de santé de proximité.

La santé globale de la population de l'agglomération Lisieux Normandie est influencée par plusieurs facteurs socio-économiques et environnementaux. Selon les données disponibles, les indicateurs de santé montrent des disparités par rapport aux niveaux régional et national.

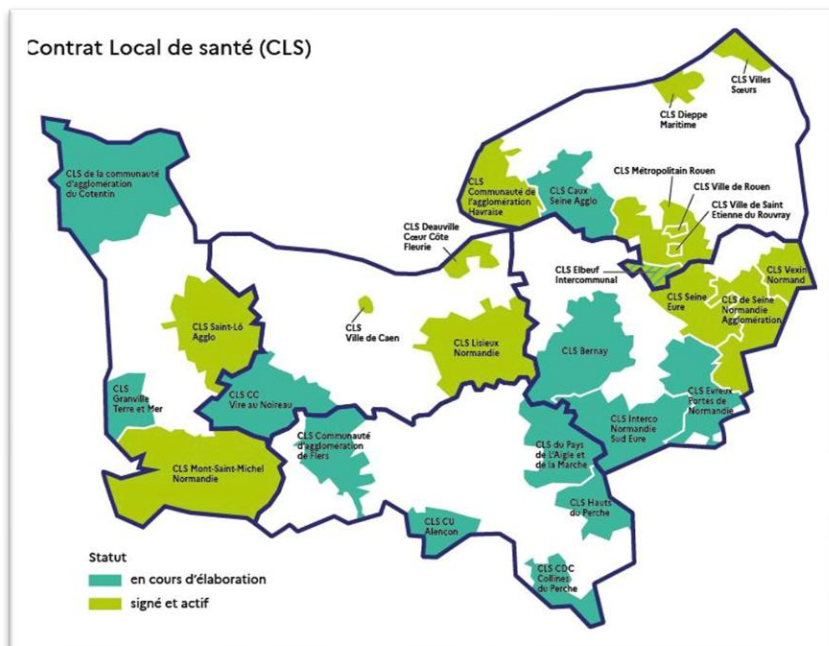
L'accès aux soins de proximité est une priorité identifiée dans le CLS. Le territoire travaille en étroite collaboration avec l'ARS, le Conseil départemental, l'Assurance maladie, la Mutuelle Sociale Agricole (MSA), l'Éducation nationale, l'Union

Régionale des Médecins Libéraux de Normandie (URML) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) pour répondre aux besoins de santé des habitants.

Les jeunes représentent un groupe démographique spécifique avec des besoins en santé distincts. L'enquête santé des jeunes réalisée par la Mission Locale en 2022 a mis en évidence plusieurs préoccupations majeures concernant la santé des jeunes à Lisieux Normandie. Voici les principaux résultats :

- Troubles mentaux : Le taux de prévalence des troubles mentaux chez les jeunes est de 20%, ce qui est plus élevé que la moyenne régionale (18%) et nationale (15%).
- Consommation de substances psychoactives : La consommation de substances psychoactives chez les jeunes atteint 25%, dépassant la moyenne régionale (22%) et nationale (20%).
- Surpoids et obésité : Le taux de surpoids et d'obésité est de 30%, comparé à 27% au niveau régional et 25% au niveau national.
- Par ailleurs, l'enquête a révélé que 30% des jeunes interrogés rencontrent des difficultés d'accès aux soins. Cela souligne l'importance des initiatives de sensibilisation menées par la Mission Locale

Par rapport à la région Normandie et au niveau national, les jeunes de Lisieux Normandie présentent des indicateurs de santé variables :



## Éléments de synthèse – Quelques chiffres clés



### NUTRITION

L'activité physique : Un « médicament » efficace pour de nombreuses maladies chroniques  
L'alimentation est un enjeu pour le développement en bonne santé conditionné fortement par l'effet du milieu socioéconomique et des conditions de vie

Selon l'OMS, la sédentarité cause 2 millions de décès/an dans le monde, et de nombreuses pathologies chroniques

En France,

- L'inactivité physique est la cause de 5 % des cardiopathies coronariennes / 7 % du diabète de type 2 / 9 % du cancer du sein / 10 % de cancer du côlon-rectum.
- Prévalence du surpoids et de l'obésité (en 2020, en France métro.) :
  - Près d'1 français sur 2 (47,3 %) en situation de surpoids dont 17 % en situation d'obésité (vs 19,8 % en Normandie)
  - 34 % des enfants de 2 à 7 ans sont en situation de surpoids, dont 18 % d'obésité
  - 21 % des enfants de 8 à 17 ans sont en situation de surpoids, dont 6 % en situation d'obésité
- 34 % des Français et 37 % des Françaises n'ont pratiqué, au cours des douze derniers mois, aucune activité physique

Dans les quartiers prioritaires :

**1 habitant sur 2** en surpoids, soit + 10,4 points par rapport aux habitants des autres quartiers (âgés de 18 ans et plus)

**+ 9,8 points** des habitants sont en situation d'obésité par rapport aux habitants des autres quartiers (**+ 16 points** chez les femmes)

**Moindre activité physique et sportive : -17,9 points** par rapport aux habitants des autres quartiers, âgés de 18 ans et plus

**Moindre consommation de fruits et légumes** : respectivement **6 points et 11 points de moins** que les habitants des autres quartiers des unités urbaines englobantes

**Insécurité alimentaire** : **14 %** en zone urbaine sensible (ex-QPV) contre 5 % dans les autres quartiers (2014)

Sources : OMS, Ministère des sports, Enquête Obépi (2020), Injep/CREDOC (Baromètre national sur les pratiques physiques et sportives 2020)

Source : rapport ONPV 2019

## Éléments de synthèse – Quelques chiffres clés



### PRATIQUES ADDICTIVES

Position sociale, profession et niveau d'éducation constituent des facteurs liés aux conduites addictives. Chez les personnes les plus défavorisées, on observe des comportements à risque plus élevés  
Apparition de nouvelles pratiques (ex : protoxyde d'azote, NPS)

En France, le tabac est le premier facteur de mortalité évitable ainsi que le premier facteur de risque de cancer

En Normandie

- L'expérimentation et l'usage de tabac, l'usage de la cigarette électronique, l'usage d'alcool et les API chez les jeunes de 17 ans sont plus importants en Normandie qu'au plan national : ce constat résulte principalement des comportements enregistrés en ex Basse-Normandie (particulièrement défavorables concernant la consommation d'alcool).
- Chez les élèves dans leur 12<sup>ème</sup> année, l'alcool est plus fréquemment expérimenté, loin devant le tabac et la cigarette électronique
- Une surmortalité prématurée liée à une consommation d'alcool et de tabac constatée en région Normandie : **+ 33 % et + 12 % par rapport à la France métropolitaine**
- Une surmortalité prématurée féminine liée au tabac, constatée sur les territoires de Dieppe, de l'Eure, du Havre et de Rouen-Elbeuf et une sous-mortalité dans l'Orne.

**+ 41 %**

Des jeunes de 17 ans  
Ont expérimenté le cannabis

**30 %**

Des jeunes de 17 ans  
consommant quotidiennement du tabac

**1/4**

des 18-75 ans  
déclarent fumer quotidiennement en 2021

Source : Escapad 2017, OFDT - Exploitation : ORS-CREAI Normandie

## Santé mentale

Les données, recueillies depuis 2020, témoignent d'une dégradation de la santé mentale, notamment pour les troubles psychiques et anxieux en Normandie. Le nombre de passages aux urgences pour les autres troubles surveillés restent majoritairement stables depuis 2021, bien que plus élevés que les années précédentes. Les données sur les gestes suicidaires et idées suicidaires ne sont pas présentés dans ce bulletin car déjà publiées à l'occasion de la journée mondiale de prévention du suicide le 10 septembre 2024.



## Alimentation, activité physique et pratique sportive

<b>CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES</b>	Caractéristiques biologiques et génétiques	- Pathologies chroniques empêchant la pratique d'une activité physique classique sans accompagnement.
	Compétences personnelles et sociales	- Difficultés pour faire à manger (pas de motivation, méconnaissance des produits), - Carences éducatives liées à l'alimentation, aux aliments, à la cuisine, aux achats, lecture étiquettes, etc. - Manque d'estime de soi, n'osent pas (« je ne sais pas faire »), non reconnaissance de ses propres capacités. - Culpabilité – Renfermement – peur du jugement - Faible mobilité. - Difficulté à sortir de l'image de l'inactif. - Méconnaissance des activités physiques possibles, et adaptées - Méconnaissance des aides financières, et des activités gratuites
	Habitudes de vie et comportements	- Consommation de produits industriels. - Sédentarité. - Pas d'habitudes d'activités physiques.
	Caractéristiques socio-économiques	- Précarité financière : l'alimentation n'est pas la priorité, on veut juste manger. - Précarité financière : pas de matériel (vélos, bonnes baskets), pas d'abonnement possible, et manque d'infos
	Caractéristiques socio-culturelles (valeurs, croyances, ...)	- Barrière culturelle quant à la pratique d'une activité : « pas pour moi » - Peur de pratiquer si déjà en mauvaise santé.
<b>MILIEUX DE VIE SOCIAL ET ECONOMIQUE</b>	Milieu familial et amical	- Carences éducatives : pas d'éducation à l'alimentaire et à l'activité physique. - Absence de convivialité dans la pratique de cette activité, et dans l'idée de réalisation d'un repas, du partage du repas. - Manque de temps à la maison donc on va à la facilité : plats industriels préparés, et manque de temps pour la pratique d'une activité physique sur un créneau dédié. - Différentes définitions de « bien manger ». - Isolement social
	Communauté locale et voisinage	- Stigmatisation des personnes qui n'osent pas faire à manger, qui mangent « mal ». - Absence de convivialité dans la pratique de cette activité, et dans l'idée de réalisation d'un repas, du partage du repas.
	Réseaux sociaux	- Stigmatisation des personnes qui n'osent pas faire à manger, qui mangent « mal »
	Milieu de garde et scolaire	- Stigmatisation des jeunes pendant les cours d'EPS. - Peu d'apprentissage sur l'alimentation dans les cantines scolaires. - Qualité des restaurations scolaires et collectives ?
	Milieu du travail	Conditions de travail qui empêchent de manger correctement le midi (manque de temps, pas d'équipements, ..)
	Milieu d'hébergement/habitat	Faible mobilité

	Services de proximité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pauvreté de l'offre sur le marché de l'alimentation en circuit court, et pauvreté des marchés hebdomadaires (diminution du lien social).</li> <li>- Prix plus élevés dans les petits commerces de quartiers.</li> </ul>
	Aménagement du territoire	Manque de moyens quant à la pratique d'une activité physique régulière.
	Système de transport	Faible mobilité : manque de moyens de transport pour faire les courses et du sport
<b>SYSTEMES CONTEXTE GLOBAL</b>	Contexte social et culturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pression culturelle autour de la « table » en France.</li> <li>- Consommer comme tout le monde</li> <li>- Image du bon consommateur, du bon cuisinier, du bon sportif</li> </ul>
	Médias	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Image du bon consommateur, du bon cuisinier, du bon sportif.</li> <li>- Publicités de produits à la mode qu'il faut consommer = difficultés financières accentuées.</li> <li>- Différentes définitions de « bien manger ».</li> </ul>
<b>LEVIERS ACTIONS EXISTANTES ET/OU ACTIONS A DEVELOPPEES*</b>	<b>ET</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Priorité à l'éducation : donner une vraie place éducative à l'activité physique et à l'alimentation, et dès le plus jeune âge, regarder les prix (au Kg), consommer en circuit court, consommer local et de saison, apprendre à faire à manger, et ne pas acheter déjà fait. Gestion de son budget, et de s'y tenir.</li> <li>- Actions progressives et pérennes pour redonner confiance, et sur le long terme pour prendre conscience des bienfaits.</li> <li>- Stimuler l'activité en général, dès l'enfance (marcher), en valorisant la dimension économique et le lien social, plutôt que l'injonction aux bienfaits pour la santé. Trouver une motivation, une implication autre que la santé, pour que cela dure sur le long terme.</li> <li>- Sport sur ordonnance, activité physique adaptée (rugby, basket, handball, escrime, karaté, etc.)</li> <li>- Accompagner ces personnes pour les motiver et leur donner confiance en eux.</li> <li>- Adaptation dans les clubs pour proposer des pratiques « sans contact », ouvertes à tous et adaptées.</li> <li>- Parcours santé, adaptation des voiries pour pistes cyclables et pédestres en toute sécurité.</li> <li>- Déculpabiliser les individus, inspirer convivialité et souplesse, redonner de la motivation.</li> <li>- Remise en place des jeux physiques, à l'école, en centre de loisirs, etc.</li> <li>- Adaptation des horaires.</li> <li>- « Jeudynamics » / Siel Bleu / Le Grain</li> <li>- Développer les circuits courts, les marchés (vecteurs de liens sociaux)</li> <li>- Faire connaître les aides possibles (Caf, Région, UDAF, etc.)</li> </ul>

## Prendre soin de soi : hygiène corporelle, bucco-dentaire, vestimentaire, troubles psy, accès aux soins.

<b>CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES</b>	Caractéristiques biologiques et génétiques	Etat de santé initial dégradé
	Compétences personnelles et sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Précarité affective, carences éducatives.</li> <li>- Phobies administratives.</li> <li>- Faibles ressources psycho-sociales : chercher l'information, analyser, prendre l'initiative de, ...</li> <li>- Faible résistance au stress</li> <li>- Pas de projection sur le long terme, manque de perspective.</li> <li>- Gestion du stress, pessimisme, mobilité psychologique (« est-ce que je suis en capacité de ? »)</li> <li>- Méconnaissance des services de santé (malgré une volonté du public).</li> <li>- Méconnaissance des aides, des dispositifs.</li> <li>- Mauvaise utilisation des dispositifs existants et non recours à ces dispositifs.</li> <li>- Banalisation de la numérisation, difficile à intégrer, situation de blocage</li> <li>- Faible mobilité, manque une éducation à la mobilité, besoin d'accompagnement.</li> </ul>
	Habitudes de vie et comportements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comportements d'addictions (alcool, drogue).</li> <li>- Manque d'activité.</li> <li>- Habitus de renoncement aux soins.</li> <li>- Habitus de mauvaise hygiène.</li> <li>- Moins de soins à domicile : méconnaissance ?</li> </ul>
	Caractéristiques économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Précarité financière qui entraîne des consultations curatives de dernière minute aux urgences par exemple.</li> <li>- Difficultés liées à l'instruction (alphabétisation, compréhension, expression, etc.).</li> </ul>
	Caractéristiques culturelles (valeurs, croyances, ...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Priorité au travail et non pas à la santé.</li> <li>- Représentation du coût des soins.</li> </ul>
<b>MILIEUX DE VIE SOCIAL ET ECONOMIQUE</b>	Milieu familial et amical	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Carences éducatives (éducation à la santé, à l'hygiène, etc.).</li> <li>- Manque de soutien, d'entraide, de relais.</li> </ul>
	Communauté locale et voisinage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de soutien, d'entraide, de relais.</li> <li>- Isolement social.</li> </ul>
	Réseaux sociaux	- Isolement social.
	Milieu de garde et scolaire	- Manque de prévention sur l'hygiène dès la primaire.
	Milieu d'hébergement/habitat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible mobilité.</li> <li>- Logement inadapté aux besoins, pas de sanitaires.</li> <li>- Pénurie de logements adaptés et de petits logements.</li> </ul>
	Services de proximité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de médecin traitant.</li> <li>- Moins de soins à domicile.</li> <li>- Désert médical.</li> </ul>
	Système de transport	- Faible mobilité.
	Système d'éducation et de service de garde à l'enfance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction des moyens mis à disposition (manque de cohérences dans les horaires d'ouvertures).</li> </ul>

<b>SYSTEMES CONTEXTE GLOBAL</b>	<b>Système de santé et services sociaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de médecins traitants, désert médical, Insuffisance de services de proximité, manque d'articulation entre les professionnels.</li> <li>- Evolutions de la médecine générale : moins de gestes médicaux.</li> <li>- Moins de professionnels pour les soins à domicile.</li> <li>- Système difficile à comprendre, pas de lisibilité ni de visibilité, avec surcharge et contraintes administratives.</li> <li>- Horaires des structures non adaptés.</li> <li>- Pression judiciaire qui pèse sur les professionnels de santé à la suite d'une prise en charge (paralysie d'action, ou alors encombrement des urgences).</li> <li>- Numérisation banalisée.</li> </ul>
	<b>Contexte démographique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pénurie de petits logements, offres de logement inadaptées aux besoins du territoire.</li> </ul>
	<b>Contexte social et culturel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pression judiciaire qui pèse sur les professionnels de santé à la suite d'une prise en charge (paralysie d'action, ou alors encombrement des urgences).</li> <li>- Numérisation banalisée.</li> </ul>
	<b>Contexte scientifique et technologique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Numérisation banalisée.</li> </ul>
	<b>Politiques publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pénurie de petits logements, offres de logement inadaptées aux besoins du territoire.</li> <li>- Désert médical.</li> <li>- Manque d'anticipation sur les besoins futurs (vecteurs numériques par exemple).</li> </ul>

### **Impacts sur les jeunes :**

Sur la santé mentale : Les troubles mentaux, avec un taux de prévalence de 20%, peuvent conduire à une détérioration de la qualité de vie des jeunes. Cela se traduit par des difficultés à maintenir des relations sociales, un rendement scolaire ou professionnel réduit, et une augmentation du risque de comportements à risque, tels que le recours à des substances psychoactives ou des tentatives de suicide.

Sur la consommation de substances psychoactives : Avec 25% des jeunes ayant recours à ces substances, cela peut entraîner des problèmes de dépendance, des troubles du comportement et une détérioration de la santé physique et mentale. Les jeunes consommateurs peuvent également rencontrer des problèmes légaux et des conflits familiaux ou sociaux.

Sur le surpoids et l'obésité : Le taux de 30% de jeunes en surpoids ou obèses peut avoir des conséquences à long terme sur leur santé. Cela inclut un risque accru de maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension, et les maladies cardiaques. En outre, le surpoids peut affecter l'estime de soi et entraîner des stigmates sociaux, ce qui peut également influencer la santé mentale des jeunes.

Sur l'accès aux soins : Les difficultés d'accès aux soins pour 30% des jeunes soulignent l'importance de l'éducation à la santé et de la sensibilisation aux services disponibles. Un accès limité aux soins peut aggraver les problèmes de santé existants, retarder les diagnostics et les traitements, et conduire à une augmentation des inégalités en matière de santé.

## Pistes et Orientations d'Actions

Pour répondre à ces défis, plusieurs actions et initiatives sont mises en œuvre :

- Des ateliers de prévention et d'éducation à la santé dans les établissements scolaires.
- Des programmes de soutien psychologique et d'accompagnement pour les jeunes en difficulté.
- Des campagnes de sensibilisation sur les dangers de la consommation de substances psychoactives.
- Des initiatives pour promouvoir une alimentation équilibrée et l'activité physique.

Les actions santé de la Mission Locale :

Des ateliers de prévention et d'éducation à la santé dans les établissements scolaires.

- Des programmes de soutien psychologique et d'accompagnement pour les jeunes en difficulté.
- Des campagnes de sensibilisation sur les dangers de la consommation de substances psychoactives.
- Des initiatives pour promouvoir une alimentation équilibrée et l'activité physique.





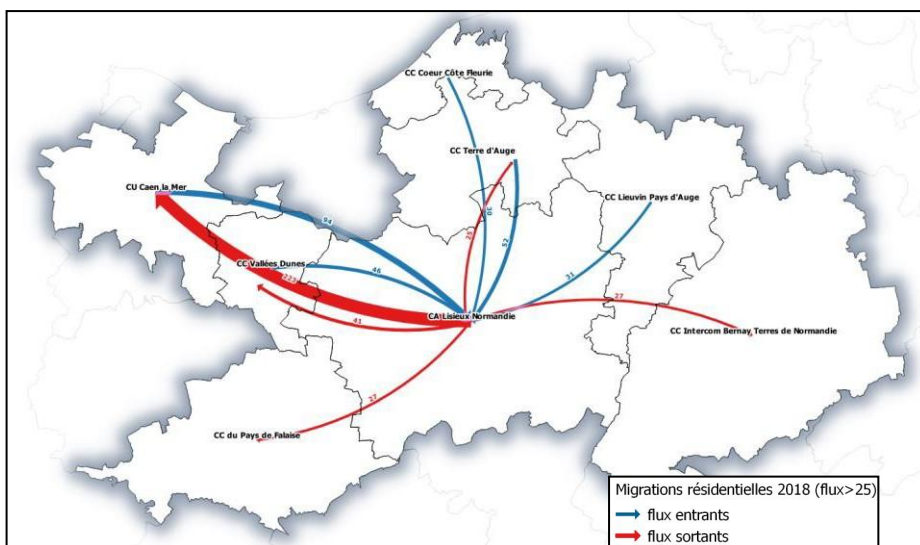
# Logement, habitat

Le parc de logements de la CALN est majoritairement composé de typologies familiales, bien que l'on observe une augmentation du nombre de petits ménages. En parallèle, bien que la production de logements ait diminué, il y a un ralentissement de la vacance de logements. Cette reconquête des logements vacants est en partie due à l'arrivée de nouvelles populations suite à la crise sanitaire, phénomène qui devrait se renforcer avec la mise en œuvre de nombreux dispositifs d'amélioration de l'habitat privé.

De plus, l'agglomération a anticipé les obligations liées au « Zéro Artificialisation Nette » en mettant en place plusieurs dispositifs visant à renforcer l'attractivité des centres-bourgs. Cependant, la tension sur le parc social a augmenté dans un contexte où les agréments de logements sociaux se raréfient. Pour y remédier, il est crucial de permettre ponctuellement l'agrément de petites opérations, notamment dans les communes pôles.

En outre, un effort est en cours pour améliorer la répartition de l'offre locative sociale ainsi que la mixité sociale et territoriale, grâce au protocole ANRU et à la Conférence

Intercommunale du Logement. Enfin, l'offre en logement communal a été étoffée pour répondre à la demande de logements abordables, en particulier dans les petites communes, avec un soutien marqué à la réhabilitation de ce parc.



## ● Le parc de logements en 2020

INSEE	Lisieux Normandie			Calvados			Ensemble des EPCI*								
	2009		Évol.	2020		2009		Évol.	2020		2009		Évol.	2020	
	Nbre	%		Nbre	%	Nbre	%		Nbre	%	Nbre	%		Nbre	%
Résidences principales	32 244	85	3 %	33 092	83	292 849	77	10 %	320 938	75	296 936	77	10 %	325 838	76
Résidences secondaires et logements occasionnels	2 905	8	3 %	3 005	8	69 248	18	10 %	76 156	18	70 061	18	10 %	77 036	17
Logements vacants	2 586	7	46 %	3 780	9	19 503	5	49 %	28 975	7	19 869	5	48 %	29 421	8
<b>Parc total</b>	<b>37 735</b>	<b>100</b>	<b>6 %</b>	<b>39 878</b>	<b>100</b>	<b>381 600</b>	<b>100</b>	<b>12 %</b>	<b>426 069</b>	<b>100</b>	<b>386 866</b>	<b>100</b>	<b>12 %</b>	<b>432 296</b>	<b>100</b>

(source INSEE)

⚠ (\*) : les chiffres « Ensemble des EPCI » tiennent compte des 11 communes du département de l'Eure qui composent la communauté de communes du Pays de Honfleur-Beuzeville.

La situation démographique de la CALN se détériore entre 2013 et 2019, avec une baisse de la population liée au déficit naturel et surtout au déficit migratoire. Entre 2013 et 2018, la population de la CALN a diminué, ce qui contraste avec une légère croissance de la population à l'échelle départementale. En comparaison, les autres

collectivités locales subissent également une baisse démographique, soulignant un phénomène global mais plus accentué dans certaines zones.

Période	Population CALN	Déficit naturel	Déficit migratoire	Taux de vacance
2008-2013	Stable	Faible	Modéré	5%
2013-2018	En baisse	Moyen	Élevé	6%
2018-2019	En baisse	Élevé	Élevé	6.5%

Dans un contexte départemental de léger affaiblissement de la croissance de population, la situation démographique de la CALN se détériore, entre 2013 et 2019, au regard de la période 2008-2013. Cette situation n'est pas propre au territoire, puisqu'elle touche également les autres collectivités

Evolution de la population - CA Lisieux Normandie Source : Insee, traitement GTC	Population 2020	Variation 2013-2020	Taux d'évolution annuel 2013-2020	Poids de la population en 2020
<b>CA Lisieux Normandie</b>	<b>72 916</b>	<b>-3 392</b>	<b>-0,65%</b>	<b>100%</b>
Pôle urbain	19 755	-1 377	-0,96%	27%
Pôles secondaires	33 333	-1 335	-0,56%	46%
Pôles relais	4 717	-304	-0,89%	6%
Communes équipées	8 114	-205	-0,36%	11%
Autres communes	6 997	-171	-0,34%	10%
<i>Calvados</i>	<i>697 547</i>	<i>8 148</i>	<i>0,17%</i>	

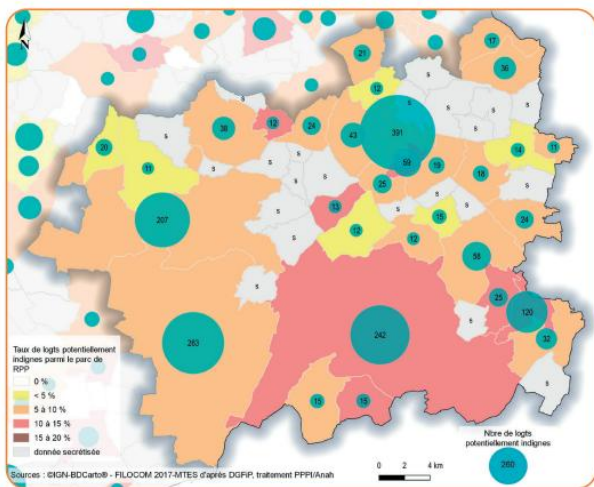
La région de la CALN connaît une faible augmentation de son parc de logements, avec un taux de vacance de 9,5%. Les jeunes rencontrent des difficultés significatives pour trouver des logements adaptés et abordables, ce qui les pousse souvent à quitter la région pour des zones voisines plus dynamiques. Bien que des structures d'hébergement d'urgence existent, leur capacité est insuffisante. De plus, une grande partie du parc immobilier est obsolète et mal classée énergétiquement, nécessitant des opérations de réhabilitation importantes.

Parc de logements CA Lisieux Normandie Source : Insee, traitement GTC	Logements	Résidences principales	Résid second et logts occasionnels	Logements vacants
Nombre en 2019	39 830	33 070	2 991	3 769
Taux en 2019	100%	83,0%	7,5%	9,5%
Variation 2013-2019	504	105	112	286
Taux évol / an 2013-2019	0,2%	0,1%	0,6%	1,3%
<i>Taux évol / an 2013-2019 Calvados</i>	<i>0,9%</i>	<i>0,8%</i>	<i>1,1%</i>	<i>2,8%</i>

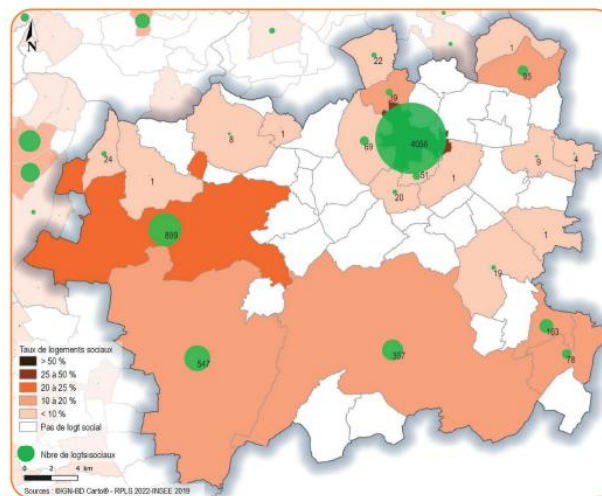
### Précarité du logement

En 2021, 76% des demandeurs de logements ont des revenus inférieurs aux plafonds PLAI. 19% d'entre eux ont des revenus entre les plafonds du PLAI et du PLUS, et 4% entre ceux du PLUS et du PLS/PLI. Bien que la réponse en termes d'attributions soit satisfaisante, il est crucial de développer davantage de logements sociaux en PLAI pour répondre efficacement à la demande.

● **Le parc privé potentiellement indigne en 2017**



● **Le parc locatif social en 2022**



● **Les aires d'accueil des gens du voyage** (source DDTM14/SeCAH)

- Aires permanentes d'accueil : 3 aires : Mézidon-Canon, Lisieux et Orbec.
- Aire de grands passages : 1 projet à Lisieux.

La question de l'hébergement d'urgence est également cruciale. Le territoire de la CALN dispose de structures d'accueil pour les personnes en situation de précarité ou sans-abri, mais leur capacité reste insuffisante face à la demande croissante. Les dispositifs existants doivent être renforcés pour offrir un accueil digne et sécurisé, particulièrement en période hivernale.

Structure	Capacité	Occupation moyenne
CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale)	50 places	95%
Urgence sociale	30 places	100%
Hébergement d'urgence hivernal	20 places	120%

Le "Diagnostic Logement 2023" indique que 25% des jeunes en recherche active de logement rencontrent des difficultés à accéder à un logement stable, ce qui souligne l'importance de la collaboration avec les bailleurs sociaux.

Le PLH mentionne les difficultés suivantes :

<p>Habitudes de vie et comportements</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Carences éducatives en termes de savoir-faire, l'entretien basique du logement (ménage + petits travaux)</li> <li>- Manque d'hygiène</li> <li>- Encombrement habituel</li> <li>- Solitude</li> <li>- Sentiment d'insécurité</li> </ul>
--	---

Caractéristiques socio-économiques	Propriétaires pauvres occupants et non-occupants - (incapacité d'assumer les dépenses d'entretien)
Communauté locale et voisinage	- Isolement social. - Exclusion sociale.
Milieu d'hébergement/habitat	- Isolement géographique. - Logement propice à la propagation de maladies et de nuisibles. - Logements peu adaptés (trop petits, trop grands, pb sanitaires, ...).

## Impact pour les jeunes :

- Faible augmentation du parc de logements : Avec un taux de vacance de 9,5 %, il est difficile pour les jeunes de trouver des logements accessibles et abordables. Cette situation peut conduire à une précarité résidentielle et à des difficultés à s'installer durablement dans la région.
- Difficultés à trouver des logements adaptés : Les jeunes peuvent être contraints de quitter la région pour trouver de meilleures opportunités de logement. Cela peut entraîner une perte de talents et une diminution de la population jeune locale, affectant ainsi le dynamisme de la région.
- Insuffisance des structures d'hébergement d'urgence : En période de crise, les jeunes en situation précaire ou sans-abri peuvent ne pas trouver de refuge adéquat, ce qui aggrave leur vulnérabilité et leur insécurité.
- Obsolescence du parc immobilier : Les logements énergétiquement inefficaces peuvent entraîner des coûts énergétiques élevés pour les jeunes, les plaçant dans des situations financières difficiles. De plus, les conditions de vie dans des logements vétustes peuvent nuire à leur santé et à leur bien-être.

## Pistes et Orientations d'Actions

### Exemples de projets locaux

- Territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) : Lisieux et Orbec.
- Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) : Lisieux et Orbec.
- Quartiers ANRU : Canteloup Marronniers Honfleur, Lisieux-Hauteville.
- Charte écoquartier signée à Lisieux.
- Petites Villes de demain (PVD) : Cambremer, Livarot-pays-d'Auge, Mézidon-Vallée-d'Auge, Orbec et SaintPierre-en-Auge.
- Programme Action Cœur de Ville (ACV) : Lisieux.

Pour améliorer la situation de l'habitat et du logement sur le territoire de la CALN, plusieurs autres actions peuvent être envisagées :

- Repérer et anticiper des situations qui peuvent potentiellement dégénérer (ex : veuvage), et repérer les situations difficiles des situations qui relèvent de la psychiatrie : interventions différentes.
- Limiter la solitude, tout en respectant la vie privée lors des actions d'intervention pour limiter le traumatisme
- Soutien au déménagement avec l'ANRU, le CSC : pour bien réinvestir un nouveau logement.
- « Permis de louer ».
- Donner envie de sortir, recréer des liens (jardins partagés, etc.).
- BAC environnement : proposition de solution d'entretien
- Actions type « Boutique Habitat », association pour aider les habitants à faire des petits travaux.

- Développer des logements adaptés pour les jeunes : Créer des résidences étudiantes et des logements abordables pour les jeunes actifs.
- Rénover et adapter les logements existants : Lutter contre l'insalubrité et adapter les logements aux besoins spécifiques des occupants, notamment les personnes âgées et les familles nombreuses.
- Renforcer l'attractivité du territoire : Attirer et retenir les professionnels de santé et autres acteurs clés pour dynamiser la région.
- Augmenter la capacité des dispositifs d'hébergement d'urgence : Créer de nouvelles structures et augmenter les capacités d'accueil des centres existants.
- Le Service Logement CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes), porté par la mission locale, offre une solution cruciale pour les jeunes de 16 à 30 ans. Ce dispositif vise à accompagner ces jeunes dans leur démarche vers l'autonomie résidentielle, en leur proposant des conseils personnalisés, des aides à la recherche de logement et des ateliers pratiques. En 2023, le CLLAJ a soutenu plus de 300 jeunes dans la région, contribuant ainsi à une réduction de 15 % du taux de précarité résidentielle parmi cette tranche d'âge. Comparativement, les régions sans ce type de service affichent des taux de précarité nettement plus élevés, dépassant souvent les 25 %. Ce soutien est essentiel pour lutter contre l'exclusion sociale et favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.







- Renforcement de l'offre de transport : Développer une meilleure coordination des horaires de transports en commun pour les adapter aux besoins industriels et éducatifs de la région.

#### Actions Mobilité de la Mission locale :

- Programme "Mobideep" : Le programme "Mobideep" est une plateforme innovante qui offre des solutions de mobilité adaptées aux besoins des jeunes. Il propose des services tels que le covoiturage, le prêt de vélos électriques et des aides pour l'achat de titres de transport. Ce programme a permis de réduire les barrières à la mobilité pour de nombreux jeunes de la région.
- Ateliers de Mobilité : La Mission Locale organise régulièrement des ateliers de mobilité pour sensibiliser les jeunes aux différentes options de transport disponibles. Ces ateliers incluent des formations sur l'utilisation des transports en commun, des sessions de sécurité routière et des conseils pratiques pour optimiser les trajets quotidiens.
- Service de Transport Solidaire : Le Service de Transport Solidaire a été mis en place pour offrir des solutions de transport aux jeunes en situation de vulnérabilité économique ou sociale. Ce service permet de mettre en relation des bénévoles disposant d'un véhicule avec des jeunes ayant besoin de se rendre à des entretiens d'embauche, des formations ou des rendez-vous médicaux.
- Accompagnement à la Mobilité : L'accompagnement personnalisé à la mobilité est une initiative phare de la Mission Locale. Les conseillers aident les jeunes à élaborer des plans de déplacement personnalisés, tenant compte de leurs besoins spécifiques et de leurs ressources. Cet accompagnement inclut également des aides financières pour l'achat de vélos, de scooters ou de cartes de transport.
- Partenariats Locaux : La Mission Locale collabore avec de nombreuses associations locales, les collectivités territoriales et les entreprises pour développer une offre de mobilité cohérente et accessible. Ces partenariats permettent de mutualiser les ressources et de proposer des solutions innovantes, comme les garages solidaires où les jeunes peuvent faire réparer leurs véhicules à moindre coût.

# Loisirs, culture, citoyenneté

La ville de Lisieux et ses environs disposent de nombreuses infrastructures culturelles, notamment des bibliothèques, des centres culturels et des salles de spectacle. Cependant, la fréquentation des lieux culturels par les jeunes de 16 à 25 ans reste en dessous de la moyenne nationale. Selon une étude récente, seulement 35 % des jeunes de cette tranche d'âge fréquentent régulièrement des lieux culturels, comparé à 45 % au niveau national.

Le sport occupe une place importante dans la vie des jeunes, avec une offre diversifiée allant des clubs de football aux disciplines moins traditionnelles comme le skateboard et le parkour. L'Académie des Sports (ADS) joue un rôle crucial dans l'inclusion des jeunes, particulièrement ceux en situation de handicap, en proposant des programmes tels que "Savoir Rouler à Vélo" (SRV) et "Terre de jeux 2024". Malgré ces initiatives, le taux de participation sportive des jeunes de 16 à 25 ans est de 60 %, légèrement inférieur à la moyenne régionale de 65 %.

En Normandie, la moyenne de participation des jeunes aux activités culturelles et sportives est relativement élevée. Par exemple, la Normandie affiche un taux de participation sportive de 65 %, soit 5 % de plus que celui observé sur le territoire de Lisieux. De même, la fréquentation des infrastructures culturelles par les jeunes normands est supérieure de 10 points à celle de Lisieux, ce qui met en évidence un potentiel d'amélioration dans ce secteur.

À l'échelle nationale, les jeunes de 16 à 25 ans montrent un intérêt croissant pour les activités culturelles et sportives. En moyenne, 70 % des jeunes pratiquent une activité sportive régulière, et 45 % participent à des activités culturelles. Ces chiffres démontrent que Lisieux se situe en deçà des moyennes nationales, signalant un besoin d'accroître l'attractivité et l'accessibilité des offres locales.

## Pistes d'actions et initiatives locales

- Promotion de l'inclusion : L'académie des Sports (ADS) veille à l'inclusion des personnes handicapées dans les activités sportives. Elle participe activement à des programmes tels que "Savoir Rouler à Vélo" (SRV) et "Terre de jeux 2024".
- Actions Culture loisirs de la Mission locale : sport, sorties, visites, quartier d'été avec la Ville de Lisieux.
- Le dispositif « Quartiers d'été » : vise à offrir des activités intergénérationnelles et familiales durant juillet et août pour les habitants des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Les objectifs incluent la promotion de la citoyenneté, l'implication des jeunes, la promotion de l'égalité femmes/hommes, et la sensibilisation à la transition écologique. Les actions recommandées sont des activités inter-quartiers, en soirée, les week-ends, et des séjours.

# Analyse territoriale pour la Mission Locale

L'analyse de l'existant reprend, de manière objective, les forces et les faiblesses de la mission locale

Domaines	Forces		Faiblesses	
	Internes	Externes	Internes	Externes
<b>Territoire</b>	<p>Présence de 9 points d'accueil sur tout le territoire à moins de 10 minutes.</p> <p>Présence de la ML dans toutes les espaces France Service.</p> <p>Présence de la ML dans le Tiers Lieu la Filature des Possibles.</p> <p>Des relations privilégiées avec les entreprises locales, notamment petites, via le service emploi de la ML.</p> <p>Des élus locaux, départementaux et régionaux qui siègent au CA de la ML.</p>	<p>Un bassin économique dynamique avec des PME diversifiées.</p> <p>Un marché de l'emploi dynamique avec un taux de chômage bas.</p> <p>Des espaces France Service dynamiques qui travaillent avec la ML</p> <p>Une communauté d'agglomération Lisieux Normandie qui s'appuie sur la ML pour mettre en œuvre sa politique emploi.</p> <p>Un réseau de transports public étendu depuis septembre 2023 avec une offre spécifique pour les jeunes.</p> <p>Programme Educatif Local (PEL) dynamique qui regroupe de nombreux acteurs locaux issus de milieux diverses.</p>	<p>Des zones rurales pour lesquelles les moyens sont plus difficilement mobilisables : manque de nombre suffisant de jeunes pour organiser des actions ou des permanences.</p>	<p>Méconnaissance de la ML par certains élus, employeurs, réseaux.</p> <p>Une partie du territoire est rural avec des publics qui rencontrent des difficultés pour se déplacer ;</p> <p>Un territoire dont le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne régionale et nationale. Des jeunes qui cumulent des difficultés sociales.</p>
<b>Public</b>	<p>Convivialité des locaux avec des espaces dédiés aux jeunes. La ML comme lieu de vie.</p> <p>Le sens de nos missions mettant le jeune au centre.</p> <p>Bonne connaissance du public de 16 à 25 ans par la ML et 16-30 ans pour le Cllaj et les jeunes reconnus TH.</p> <p>Formations régulières des salariés à la connaissance du public jeune ex : génération Z, gestion des situations tendues</p> <p>Accompagnement et accueil multi modal pour s'adapter à tous les publics : avec ou sans inscription, avec ou sans rdv, en ligne, en collectif en individuel, à Lisieux ou délocalisé, avec minibus</p> <p>Élargissement du public reçu avec le Cllaj, le groupement de créateurs, les clauses sociales.</p>	<p>Développement d'une politique de lien entre les lycées professionnels et les ML : Ambition Emploi et Tous droits ouverts</p> <p>Présence de la ML dans un tiers lieu. La ML siège au Comité d'orientation du Tiers Lieu</p> <p>Appui ARML et UNML pour affiner la connaissance des publics (ex : enquête jeunes et entreprises : regard croisés, besoins formation)</p> <p>Partenariat dynamique avec France Travail qui oriente les jeunes reçus vers la Mission Locale.</p>	<p>Nombre de jeunes trop faible : dans les dispositifs, en accueil, sur certaines permanences, sur les emplois.</p>	<p>Manque connaissance de la ML dans le monde scolaire</p> <p>Baisse du nombre de jeunes présents sur le territoire : démographie, flux migratoire</p>
<b>RH</b>	<p>Compétence interne dans la gestion RH : assistante RH.</p> <p>Une bonne cohésion d'équipe.</p>	<p>Appui ARML sur le thème ressources humaines.</p> <p>Bonne gestion du plan de formation</p>	<p>Un certain turn-over dans l'équipe. Des personnels qui restent moins longtemps sur leur mission.</p>	<p>Zone lexovienne peu attractives pour les recrutements (Lisieux entre Caen, le Havre, Rouen).</p>



	<p>Agilité de l'équipe et sa capacité à s'adapter.</p> <p>Un fonctionnement RH associatif et souple.</p> <p>Un bon niveau de formation et un plan de développement des compétences bien suivi, revu annuellement.</p> <p>Des élus dans le CA présents et actifs.</p> <p>Un groupe de travail coordinateurs qui se réunit tous les mois.</p> <p>Un CSE dynamique et porteur.</p>	<p>régional de l'ARML</p> <p>Appui UNML sur des missions d'accompagnement : « appui conseil », diagnostics...</p> <p>Intranet national et centre de ressources.</p>	<p>Des postes polyvalents qui risquent la dispersion des missions.</p> <p>Une charge administrative qui augmente en lien avec le rendu compte de l'activité qui est demandé.</p> <p>Des avantages sociaux encore faible pour attirer les candidatures.</p>	<p>Des difficultés de recrutement : faible nombre de candidatures.</p>
<b>Finances</b>	<p>Compétence interne dans la gestion financière.</p> <p>Saisie des dépenses par l'assistante de gestion.</p> <p>Suivi interne hebdomadaire des comptes : directrice et assistante.</p> <p>Gestion des dépenses au plus juste.</p> <p>Élus impliqués : Bureau et trésorière particulièrement présents.</p> <p>Mise en place d'une comptabilité analytique pour affiner le pilotage.</p>	<p>Cabinet comptable qui connaît la structure. Appui régulier expert-comptable et commissaire aux comptes.</p> <p>Appui ARML sur le thème finances.</p>	<p>Manque ressource spécialisée en analyse financière.</p> <p>Besoin d'appui externes pour : gestion du FSE, mise en place comptabilité analytique.</p> <p>Nombre élevé de financements avec des montants parfois bas.</p> <p>Tps RH important consacré par direction et assistante.</p>	<p>Désengagement de certains financeurs publics.</p> <p>Baisse des financements de fonctionnement au profit des financements par projets.</p> <p>Fluctuation des politiques de l'emploi.</p> <p>Emargement sur des financements à risques tels que le FSE (trésorerie, justificatif et contrôle) ou soumis à objectifs.</p>
<b>Offre de services</b>	<p>Une offre de services variée portant sur 8 champs.</p> <p>Rythme et diversification de l'offre de services.</p> <p>Développement d'outils internes pour formaliser l'offre : appui sur l'inscription.com pour ouvrir à tous les jeunes les ateliers menés.</p> <p>Portage service CLLAJ</p> <p>Pilotage de la mise en œuvre des clauses sociales sur le territoire</p> <p>Portage d'un groupement de créateurs</p>	<p>Accès en ligne à l'offre de services aux partenaires et aux jeunes.</p> <p>Newsletter tous les 15 jours vers les partenaires et financeurs.</p> <p>Présence de la ML dans les instances locales, départementales et régionales pour présenter son ODS.</p> <p>Mise en commun de l'offre de service vers les jeunes avec France Travail et Cap Emploi en lien avec la Loi Plein Emploi.</p>	<p>Certains domaines de l'offre de service sont peu développés faute de temps disponible (ex : justice, loisirs...)</p> <p>Fort investissement en temps pour l'animation de l'offre de service.</p> <p>Manque de jeunes pour remplir certaines actions.</p>	<p>Manque de réponses : l'accompagnement psychologique,</p> <p>Des coupes budgétaires ou manques de subvention qui obligent à limiter ou arrêter certaines actions.</p> <p>Des concurrences entre certains dispositifs.</p> <p>Un manque de visibilité de l'offre de service présent sur le territoire.</p> <p>Fonctionnement en tuyaux d'orgues.</p> <p>Manque d'animation territoriale</p> <p>- A venir Réseau local des partenaires pour l'emploi.</p>

# Conclusion

La Mission locale a réalisé une analyse approfondie des différentes composantes du territoire afin d'identifier les forces et les faiblesses dans les domaines de la démographie, de la santé, du logement, de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de la jeunesse.

Les tendances démographiques montrent un vieillissement de la population, accompagné d'un déséquilibre entre les générations actives et les personnes âgées. Bien que la population jeune soit présente, elle est confrontée à des défis spécifiques qui nécessitent une attention particulière.

Les services de santé disponibles sur le territoire révèlent des disparités en termes d'accès et de qualité. Les jeunes en particulier manquent souvent de soutien psychologique, ce qui affecte leur bien-être global. Des initiatives visant à améliorer l'accès aux soins et à renforcer l'accompagnement psychologique sont nécessaires.

Le secteur du logement est marqué par une forte demande et une offre insuffisante, notamment pour les jeunes et les familles à faible revenu. Les politiques de logement doivent être renforcées pour offrir des solutions durables et accessibles à tous les segments de la population.

L'emploi est un domaine crucial où des efforts considérables sont déjà investis. Cependant, des problèmes subsistent, tels que le manque de jeunes pour certaines initiatives et la concurrence entre différents dispositifs. Il est essentiel de coordonner les efforts et d'améliorer la visibilité des services pour maximiser leur impact.

La formation et l'orientation sont des piliers essentiels pour l'insertion professionnelle des jeunes. Toutefois, certains programmes restent sous-développés en raison de contraintes de temps et de ressources. Une meilleure coordination avec des partenaires tels que France Travail et Cap Emploi pourrait renforcer ces domaines.

La jeunesse du territoire fait face à des défis multiples, dont la précarité, le manque d'opportunités de loisirs et de justice, et des coupes budgétaires impactant les actions menées en leur faveur. Il est crucial de créer des espaces d'expression et d'engagement pour les jeunes afin de les intégrer pleinement dans la vie socio-économique du territoire.

Le diagnostic complet révèle des points forts mais aussi des faiblesses qui nécessitent une action concertée et stratégique. La mise en commun des efforts avec les partenaires locaux est indispensable pour améliorer l'offre de service et répondre efficacement aux besoins des jeunes. Le développement d'un réseau local des partenaires pour l'emploi et une animation territoriale renforcée sont des étapes clés vers une meilleure intégration et un soutien accru aux jeunes du territoire.